

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU CCFD-TERRE SOLIDAIRE



CCFD
**TERRE
SOLIDAIRE**

LE GUIDE PRATIQUE DES BÉNÉVOLES



**VOUS ÊTES BÉNÉVOLE AU CCFD-TERRE SOLIDAIRE ?
ACTIF-VE D'UNE MANIÈRE OU D'UNE AUTRE SUR LE SUJET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?
VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS SUR LA FAÇON DONT LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE S'ENGAGE SUR LE SUJET ?
ALORS CE GUIDE PRATIQUE EST POUR VOUS !
IL VOUS PERMETTRA DE :**

CONNAÎTRE

Le contexte global sur la souveraineté alimentaire,

COMPRENDRE

Le positionnement adopté par le positionnement adopté par le CCFD-Terre Solidaire et la stratégie qui en découle,

IDENTIFIER

Les différentes modalités d'actions envisageables pour un-e bénévole du CCFD-Terre Solidaire souhaitant s'engager sur le sujet,

DÉCOUVRIR

Les organisations partenaires et les projets du CCFD-Terre Solidaire sur la souveraineté alimentaire.



04 LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE COMME SOLUTION POUR LUTTER CONTRE LA FAIM

04 Données clés

05 À quand la fin de la faim ?

08 La souveraineté alimentaire c'est quoi ?

10 Le fondement de la souveraineté alimentaire pour le CCFD-Terre Solidaire

13 POSITIONNEMENT ET STRATÉGIE GLOBALE DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

13 Le CCFD-Terre Solidaire promeut la souveraineté alimentaire

14 Stratégie globale

18 SE MOBILISER EN TANT QUE BÉNÉVOLE

18 Portraits de bénévoles

23 Les lieux d'échanges, de partage

24 Temps forts

26 LES ACTIONS DE PLAIDOYER

26 Le plaidoyer, un éventail d'actions pour gagner en efficacité

27 Le plaidoyer local

28 Activités du plaidoyer sur la souveraineté alimentaire

30 LE PARTENARIAT INTERNATIONAL

32 Expériences partenariales

38 Programme TAPSA

42 Les piliers de l'agroécologie

44 LEXIQUE OUTILS PRATIQUES

✂
Pour compléter cette présentation générale, un lexique des termes clés et une liste de ressources diverses (documents du CCFD-Terre Solidaire, sites utiles, rapports, vidéos...) sont disponibles à la fin de ce guide pratique.

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE COMME SOLUTION POUR LUTTER CONTRE LA FAIM

Données clés

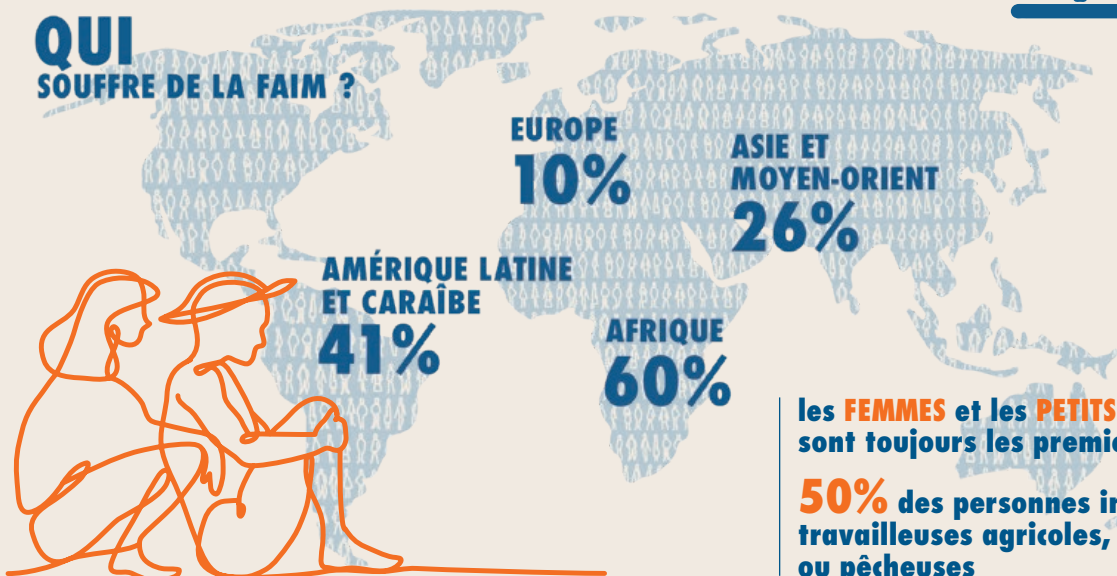
LA FAIM SIX ANS DE HAUSSE CONTINUE

Hausse de la faim en 2020 =
hausse cumulée des 5 dernières années*

* Source : FAO, rapport SOFI 2021



QUI SOUFFRE DE LA FAIM ?



les **FEMMES** et les **PETITS PRODUCTEURS**
sont toujours les premières victimes

50% des personnes impactées sont
travailleuses agricoles, productrices
ou pêcheuses

À quand la fin de la faim ?

Déjà fragilisée par la crise sanitaire et la succession des catastrophes climatiques, la possibilité d'éradiquer la faim s'éloigne encore plus sous l'effet de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

L'édition 2021 du rapport annuel de la FAO sur l'état de l'insécurité alimentaire dressait un tableau accablant de la situation : la pandémie de Covid-19 a eu « un effet dévastateur » sur l'économie et la situation alimentaire mondiale. Selon ses estimations, entre 720 et 811 millions de personnes ont été confrontés à la faim en 2020, soit 161 millions de plus que l'année précédente. La situation est particulièrement critique concernant la malnutrition infantile, et les femmes sont partout davantage touchées que les hommes. Au niveau géographique, en valeur absolue, c'est en Asie que le nombre de personnes souffrant de la faim est le plus élevé. Mais l'Afrique est le continent comptant le plus grand nombre de victimes de la faim, par rapport à sa population. L'Europe est également concernée : en 2021, 10 % de la population européenne était en insécurité alimentaire.

Avant même le déclenchement de la crise sanitaire, la communauté internationale ne s'est pas donnée les moyens d'atteindre l'objectif fixé en 2015 d'éradiquer la pauvreté « sous toutes ses formes » d'ici à 2030. Cela semble désormais hors d'atteinte. Une personne sur trois dans le monde souffre d'insécurité alimentaire, c'est-à-dire sans accès à une alimentation saine, durable et diversifiée.



Ces chiffres, déjà pessimistes, sont par ailleurs assombris par les conséquences de la guerre en Ukraine. Le pays et la Russie sont en effet des « poids lourds » du commerce alimentaire. La FAO tire la sonnette d'alarme : une cinquantaine de pays, essentiellement en Afrique du Nord, en Asie et au Proche-Orient, sont dépendants de ces exportations. Et même ceux moins exposés aux ventes de produits agricoles en provenance de Russie ou d'Ukraine vont être touchés par la hausse des cours.

Depuis le début du conflit, les marchés paniquent et la spéculation va bon train, gonflant artificiellement les prix de l'alimentation. Les prix du gaz et du pétrole, à des niveaux historiquement hauts, augmentent le coût des intrants agricoles, de la production, du transport et du stockage alimentaire. Cela incite les agriculteur-riche-s à transformer leur production en agrocarburant, plutôt qu'à la vendre sur les marchés. La flambée des prix est un phénomène qui s'autoalimente. Des États du Nord comme du Sud cessent leurs exportations pour nourrir leur population, ou font des achats massifs pour constituer des stocks. Autant d'éléments qui entraînent les prix alimentaires internationaux vers le haut.

Ces événements font payer un lourd tribut aux populations les plus vulnérables alors que la faim, après plusieurs décennies de recul, a commencé à regagner du terrain depuis le milieu des années 2010. En cause : la persistance de la pauvreté, les problèmes d'accès à la terre et aux ressources naturelles, et un système alimentaire mondial prédateur, inégalitaire et inefficace. Pour le CCFD-Terre Solidaire, la réponse à ces défis est la souveraineté alimentaire. Pilier de son engagement dans la lutte contre la faim, la souveraineté alimentaire est la condition incontournable pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour toutes et tous, au Nord comme au Sud, dans le respect des droits humains et environnementaux.



LES CAUSES STRUCTURELLES DE LA FAIM



768 MILLIONS
de personnes ont souffert
de la faim

2,4 MILLIARDS
de personnes ont connu l'insécurité
alimentaire

40%
de la population mondiale
ne peut se nourrir convenablement

* Source : FAO



PAUVRETÉ

Le manque d'argent pour accéder aux aliments nutritifs essentiels engendre un cercle vicieux : malnutrition et faiblesse physique empêchent d'acquérir des revenus pour produire des cultures ou se nourrir à sa faim sur le long terme.



**GUERRES ET
CONFLITS ARMÉS**

Perturbation des productions agricoles, déplacements de populations : ce sont dans les zones de conflits armés que progresse le plus l'insécurité alimentaire. Dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, la crise alimentaire s'aggrave du fait de l'insécurité causée par les djihadistes, les groupes islamiques, les rebelles Touaregs du Nord. La guerre en Ukraine agit comme le révélateur d'une situation déjà tendue sur les marchés agricoles et alimentaires.



**ACCAPAREMENT
DES TERRES**

Opéré par des entreprises transnationales, des pays tiers ou des fonds d'investissement pour l'agriculture intensive d'exportation, l'accaparement des terres empêche les petits paysans de développer leur secteur agricole et de répondre à leurs besoins. Entre 2000 et 2011, **203 millions** d'hectares ont fait l'objet d'accaparement dans le monde*. Après quelques années de stabilisation, on constate de nouveau une ruée vers les terres entre 2013 et 2020, qui concerne **33 millions** d'hectares dans le monde.

* Source : International Land Coalition



**SPÉCULATION SUR LES
DENRÉES ALIMENTAIRES**

La spéculation des denrées met en péril la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme les possibilités de développement économique et de réduction de la pauvreté. Un phénomène en hausse : en témoignent les émeutes de la faim de 2008 ou la spectaculaire flambée des prix du blé (+ **70 %** en un an), du maïs (+ **90%**) ou du soja (+ **45%**) en 2014*.

* Source : FAO



ÉVASION FISCALE DES MULTINATIONALES DANS LES PAYS DU SUD

Chaque année, **600 à 800 milliards** d'euros quittent illégalement les pays du Sud, soit près de 10 fois le montant de l'aide publique au développement versée par les pays industrialisés.* Autant d'argent qui ne servira pas aux politiques sociales (éducation, santé...) et au financement des agricultures paysannes.

* Source : Paradis fiscaux et judiciaires



MANQUE DE RÉGULATION DES MULTINATIONALES DE L'AGROBUSINESS

Les alliances internationales censées lutter contre l'insécurité alimentaire (comme la Nasan, promue par le G8) favorisent l'agro-business au détriment des cultures vivrières. Sans encadrement public, rien ne prouve que ces investissements aient des impacts sur la réduction de la faim.



FAIBLE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Alors que les agricultures familiales et paysannes sont **5x** plus efficaces pour réduire la pauvreté et la faim que les investissements dans tout autre secteur*, le soutien des pays riches aux agricultures vivrières dans les pays du Sud ne cesse de diminuer au profit du développement des agro-industries.

* Source : FAO



PATRIARCAT

Le patriarcat est un système d'organisation sociale fondée sur un rapport de domination des hommes sur les femmes dans tous les domaines. Il se traduit par de profondes inégalités, la violation de nombreux droits, des violences. L'absence de politiques publiques, infrastructures et services ruraux adaptés limitent le juste partage et la complémentarité entre hommes et femmes dans l'accès et la production de biens alimentaires.



MANQUE DE DÉMOCRATIE

Selon le Prix Nobel d'économie Amartya Sen, « la démocratie permet d'éviter les famines, car c'est un phénomène contre lequel il est assez facile de mobiliser l'opinion. » Les famines sont davantage créées par l'absence de démocratie que par le manque de nourriture.



DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES

D'ici **2080**, plus de **600 millions** de personnes supplémentaires* souffriront de la faim du fait des changements climatiques, soit le double d'aujourd'hui.

* Source : PNUD

La souveraineté alimentaire c'est quoi ?

Pierre angulaire de la stratégie du CCFD-Terre Solidaire en matière de lutte contre la faim et pour le développement, la souveraineté alimentaire est un concept qui répond aux principaux enjeux actuels : permettre à toutes et tous l'accès à une alimentation durable dans le respect des droits humains, des équilibres environnementaux et d'une approche solidaire entre le Nord et le Sud.



Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation.

Ce principe, inscrit dans la Déclaration universelle des droits humains de 1948, rencontre toujours un écho certain, près de trois quarts de siècle plus tard. Certes, le nombre d'habitants de la planète souffrant de la faim a diminué entre temps, mais la faim n'a pas été éradiquée. Dans le même temps, la production alimentaire mondiale a progressé plus vite que la population. En 2015, tous les humains avaient potentiellement accès à 4 600 kilocalories par jour, des apports énergétiques suffisants en réalité pour nourrir 12 milliards de personnes. Ce constat montre que le droit de se nourrir, comme le stipule la Déclaration universelle des droits humains, n'est pas acquis par une augmentation globale de la production.

Un moyen de lutter contre la pauvreté

Plus que les tonnes de nourriture disponible, c'est leur mise à la disposition pour chaque individu qui est questionnée. Les freins sont multiples. Les pertes tout au long de la chaîne alimentaire faute de moyens de stockage et de transports pour acheminer les produits mais aussi des gaspillages sous de multiples formes, contribuent à cet état de fait. De plus, 75 % des personnes souffrant de la faim vivent en zone rurale et sont essentiellement des petit·e·s producteurs et productrices, qui ne peuvent pas retirer de leur activité suffisamment de revenus pour se nourrir. Les difficultés d'accès à la terre et aux ressources accaparées par une agriculture à des seules fins productivistes, ne leur permettent pas de se battre à armes égales.

Ce deuxième constat montre qu'il y a corrélation entre l'insécurité alimentaire et la dépendance d'un pays aux marchés internationaux pour se nourrir. L'an dernier, 70 % des nouvelles personnes en situation d'insécurité alimentaire se trouvaient dans des pays dépendants en import ou export des marchés mondiaux des matières premières agricoles.

La flambée des cours, liée à la guerre en Ukraine, va rendre les pays qui en dépendent encore plus vulnérables. Les États importateurs ne devraient-ils pas davantage favoriser les productions locales et les circuits courts pour sécuriser l'accès à la nourriture de leurs habitant·e·s et aider les producteurs et productrices à vivre du fruit de leur travail ?

La souveraineté alimentaire, en remettant les petit·e·s producteurs et productrices au centre du système agricole et alimentaire, permet une adaptation des systèmes de production, une répartition équitable des ressources, un accès à une alimentation saine et nutritive pour les populations.

Un concept au service des droits humains et de l'environnement

Se pose aussi le problème des régimes alimentaires. Dans un monde aux ressources limitées, une surproduction et surconsommation de viande implique le détournement d'une partie de la production végétale pour nourrir les animaux. Les impacts de cette surproduction sont également environnementaux. Au Brésil, la culture du soja exporté ensuite afin de nourrir le bétail accroît la déforestation. Or, garantir les équilibres environnementaux est indispensable pour le maintien de la biodiversité, donc de la vie sur Terre. Cela permet de préserver la production et la consommation locale, la diversité alimentaire. C'est aussi la garantie pour les populations autochtones de ne pas être chassées de leur territoire et de voir leurs droits respectés.

La terre, fondement de la production agricole, est en effet une ressource convoitée. Des États et des multinationales au Sud ont recours à des méthodes d'expropriation, plus ou moins légales, qui privent des petit·e·s paysan·ne·s de leur travail et leurs revenus. Ce phénomène d'accaparement des terres impacte fortement les populations autochtones, depuis l'époque coloniale et encore aujourd'hui, chassées au profit de projets d'expansion capitaliste.

C'est ce cheminement et ces enjeux intimement mêlés qui ont conduit le CCFD-Terre Solidaire et d'autres à affiner, au cours des ans, ce concept de souveraineté alimentaire. Ce concept, qui implique un changement de politique agricole, remet, de plus, le pouvoir de décision entre les mains des nations, des peuples et des communautés locales, premières concernées. Celles-ci doivent redevenir autonomes dans la définition des politiques agricoles pour aller vers plus de durabilité et d'équité.

Définition de la Souveraineté alimentaire retenue par le CCFD-Terre Solidaire

Pour remettre les populations locales au cœur des systèmes alimentaires et agricoles, la Via Campesina¹ définit la souveraineté alimentaire comme « le droit des populations, de leurs États ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers ».

C'est dans une démarche d'autonomisation alimentaire des communautés locales, profitable du point de vue social, économique, culturel et environnemental, que le CCFD-Terre Solidaire s'inscrit.

Dans le cadre de son action, l'association choisit donc de retenir la définition proposée dans la Déclaration de Nyéléni², prononcée en 2007 au cours d'un Forum Mondial sur la souveraineté alimentaire :



La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles.

1 *La Via Campesina*, « La Souveraineté alimentaire. Résolution », 15 janvier 2003. Accessible en ligne.

2. « Déclaration de Nyéléni », Village de Nyéléni, Sélingué, Mali, 27 février 2007. Accessible à l'adresse : <https://nyeleni.org/IMG/pdf/declarationfinalmars.pdf>

Le fondement de la souveraineté alimentaire pour le CCFD-Terre Solidaire

« Raison d'être » du CCFD-Terre Solidaire, la lutte contre la faim a conduit à rechercher les meilleures manières d'atteindre la souveraineté alimentaire. Dans notre rapport d'orientation 2021 - 2027, elle est ainsi citée comme l'un des quatre champs prioritaires. En cohérence avec sa « raison d'être », le combat pour l'affirmation de la souveraineté alimentaire s'articule pour le CCFD-Terre Solidaire autour de deux principaux piliers : un ensemble de textes fondateurs sur les droits humains et la pensée sociale de l'Église.

Un concept évolutif

Si la Déclaration des droits humains de 1948 avait posé les fondations, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 fait du respect, de la protection et de la promotion du droit à « être à l'abri de la faim » une obligation pour les États signataires. Ce texte fondateur introduit le droit à l'alimentation, qui fait depuis l'objet d'un rapport annuel confié à un rapporteur spécial.

Parallèlement, la société civile se met en mouvement. Le concept de souveraineté alimentaire est encore flou quand, pour la première fois, il fait l'objet d'une communication lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996 par la voix de Via Campesina - Le réseau international d'organisations paysannes, partenaire du CCFD-Terre Solidaire. Celui-ci est présenté comme un moyen d'atteindre l'indépendance nationale en matière de production alimentaire. Cette définition est modifiée en 2002 pour introduire, aux côtés des États, les peuples et les communautés. Une façon de faire des populations locales les fers de lance dans cette stratégie et de les replacer au cœur des systèmes agricoles et alimentaires. La notion de résistance face aux modèles productivistes qui vient compléter cette approche.

Une démarche inspirée par l'Église

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire en faveur de la souveraineté alimentaire s'ancre d'autre part dans la pensée sociale de l'église. La démarche systémique de l'association est celle retenue par le pape François dans l'Encyclique *Laudato Si* qui appelle à protéger les biens communs environnementaux, fruits de notre « maison commune », car ils conditionnent l'accès à l'alimentation. S'il ne se prive pas de mettre en cause la responsabilité des décideurs privés et publics dans la persistance de la faim, il fait aussi de l'agriculture paysanne le modèle permettant de répondre à ce défi.

Ces deux cheminements successifs auxquels se rattachent le CCFD-Terre Solidaire trouvent aujourd'hui dans l'agroécologie leur traduction concrète.



Faim et climat

Avec l'adoption de l'accord de Paris en 2015, les États se sont fixés l'objectif de limiter le réchauffement climatique de préférence à 1.5°C par rapport à l'ère préindustrielle. Pourtant, selon le GIEC, les émissions de gaz à effet de serre (GES) n'ont jamais été aussi élevées que lors de la décennie passée. Un appel à prendre des mesures urgentes et radicales pour conserver une planète vivable, face à l'inaction climatique des états et des entreprises.

Les dérèglements climatiques sont une des principales causes de la faim dans le monde, aggravent les inégalités économiques et sociales, et portent déjà atteinte aux êtres humains et aux écosystèmes. Les chocs climatiques extrêmes sont la première cause de pertes agricoles. Alors que les efforts devraient se concentrer sur une réduction réelle des émissions, en particulier dans les secteurs les plus émetteurs, des multinationales et des États ont recours - sous couvert de politiques et d'objectif dits de « neutralité carbone » - à la compensation, c'est-à-dire à l'usage des terres destinées à stocker du carbone. Cette fausse solution est inefficace et dangereuse pour les droits humains (accaparement des terres, mise en danger de la souveraineté alimentaire) et pour la biodiversité.

Le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires promeuvent une approche systémique et intégrale, pour une véritable transition écologique, sociale et solidaire. À ce titre, ils dénoncent le mécanisme de compensation carbone, et les modèles productifs nuisibles. L'usage de terres agricoles ou forestières pour la compensation entre en concurrence avec la production alimentaire, empêche l'accès à la terre aux petit·e·s producteur·rice·s et aux populations autochtones. Par la hausse des prix du foncier, l'accaparement de terres, les logiques marchandes et financières, on observe le maintien d'un système inégal et destructeur, au détriment de la justice climatique.

Faim et lutte contre le patriarcat

Dans son rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire de 2021, la FAO rappelle que les femmes sont davantage victimes de la famine que les hommes. Le résultat d'une culture de domination des hommes sur les femmes qui se traduit par la violence des premiers envers les secondes, une violation de leurs droits et une survalorisation de la force et du pouvoir, au détriment du partage et de l'empathie.

Cette vision du monde a des répercussions sur les modèles agricoles, renforçant le poids du modèle productiviste et cherchant toujours à dompter la nature. Alors que les femmes jouent un rôle prépondérant dans la sécurité alimentaire, elles ont par ailleurs un accès limité aux ressources financières ou aux moyens de production ou de formation. Remettre ces enjeux au cœur des débats leur permettrait de gagner en autonomie et de participer aux décisions, au sein du ménage comme dans la gouvernance des systèmes alimentaires.

La lutte contre le patriarcat est devenue une priorité pour le CCFD-Terre Solidaire, car ce combat permet également de promouvoir la souveraineté alimentaire dans le cadre de modèles agricoles plus égalitaires et respectueux des écosystèmes. C'est pourquoi l'association a engagé une réflexion sur le sujet du patriarcat et a défini de grandes lignes pour guider son action. Certaines d'entre elles visent à l'organisation d'actions communes, telle que la possibilité d'associer les hommes et les femmes dans la promotion d'un système alimentaire fondé sur le respect. Mais nombreuses sont celles qui tendent à renforcer le rôle et le poids des femmes dans les systèmes alimentaires.

L'agroécologie paysanne et solidaire, porte d'entrée vers la Souveraineté alimentaire

Pour construire la souveraineté alimentaire, il est nécessaire d'envisager des réformes profondes et structurelles du système de production agricole, de transformation et de distribution des produits alimentaires, ainsi que de leurs modes de consommation. C'est à cette étape qu'intervient notamment l'agroécologie paysanne et solidaire.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui frappe des centaines de millions de personnes tient principalement à un problème de structuration des systèmes alimentaires, que l'agroécologie paysanne et solidaire peut transformer tout en ayant la capacité de nourrir le monde.

Soutenir l'agroécologie, c'est promouvoir un système agricole et alimentaire qui intègre la protection de la biodiversité, la lutte contre les dérèglements climatiques, la gestion démocratique des territoires et de leurs ressources, l'économie locale, les circuits courts et l'égalité hommes-femmes.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, l'agroécologie paysanne et solidaire est une approche globale de l'agriculture – et plus largement des sociétés. Elle vise à favoriser l'émergence de systèmes agricoles et alimentaires équitables, permettant aux paysan-ne-s de vivre de leur métier, et à l'ensemble de l'humanité d'avoir accès à des produits de qualité. Elle vise indissociablement à gérer de façon juste et responsable les biens communs que sont l'eau, la terre, l'air, la biodiversité et le climat.

L'agroécologie paysanne et solidaire promeut :

- **des agricultures diversifiées qui s'appuient sur les synergies naturelles entre espèces plutôt que sur les intrants de synthèse ;**
- **des systèmes alimentaires diversifiés gérés de façon concertée et davantage ancrés dans les territoires dans une perspective de souveraineté alimentaire ;**
- **des politiques publiques et une régulation de l'économie mondiale contre la détérioration sociale et environnementale, et pour plus de solidarité.**

L'agroécologie paysanne et solidaire est la réponse la plus pertinente et cohérente aux problèmes auxquels sont confrontés aujourd'hui nos systèmes agricoles et alimentaires, que ce soit dans le domaine environnemental, sanitaire, économique ou social. En défendant l'agroécologie paysanne et solidaire, le CCFD-Terre Solidaire appelle à une évolution rapide et profonde des systèmes, du local au global.



**DÉCOUVRIR LE
PROGRAMME TAPSA
PAGE 38**

POSITIONNEMENT ET STRATEGIE GLOBALE DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE SUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Le CCFD-Terre Solidaire promeut la souveraineté alimentaire

Si elle touche surtout les populations vulnérables en Afrique, en Amérique Latine et en Asie, l'insécurité alimentaire impacte de plus en plus les populations des pays du Nord.

Pour lutter contre la faim dans le monde, nous croyons qu'il est essentiel de se détourner du système agro-industriel dominant. L'enjeu n'est pas de produire plus, mais de se tourner vers des modes de production sains, durables, et respectueux des droits humains et des limites de notre écosystème. Garantir la souveraineté alimentaire des pays et des populations vulnérables est indispensable.



La stratégie globale du CCFD-Terre Solidaire

5 OBJECTIFS DE CHANGEMENT

Le CCFD-Terre Solidaire s'engage pour favoriser le développement de systèmes alimentaires et agricoles alternatifs - pluriels, résilients, locaux, territorialisés, afin de permettre à chacun-e de bien se nourrir. Cette approche requiert de repenser les interrelations entre les différents domaines que sont l'agriculture, l'alimentation, l'environnement, la santé et l'économie à travers une vision globale d'un monde sans faim.

1

Promouvoir l'agroécologie paysanne et solidaire

Le CCFD-Terre Solidaire entend contribuer à la construction, au bénéfice des générations présentes et futures, de systèmes alimentaires et agricoles fondés sur un ensemble de complémentarités économiques, sociales, culturelles et environnementales. De tels systèmes devront être garants des capacités de choix des populations en matière de production agricole et de consommation alimentaire.

Le respect de l'environnement et des droits humains doit se voir attribuer la priorité, face aux considérations économiques de court terme et à la course aux profits. À travers l'élaboration d'un nouveau modèle de société qu'est l'agroécologie paysanne et solidaire, le CCFD-Terre Solidaire s'efforce de sortir l'alimentation et l'agriculture des logiques de marché.

Le CCFD-Terre Solidaire se mobilise pour, au Nord comme au Sud :

→ **Promouvoir et défendre le modèle de l'agroécologie paysanne et solidaire.**

Le CCFD-Terre Solidaire entend sensibiliser et

influencer les décideur-se-s, les chercheur-se-s, les organisations de la société civile ainsi que l'opinion publique. Cela permet de montrer en quoi l'agroécologie paysanne et solidaire est un modèle viable dans les dimensions économiques, sociales et écologiques, et capable de nourrir le monde.

→ **Agir en faveur du basculement nécessaire des politiques publiques agricoles vers le développement de l'agroécologie paysanne et solidaire.**

Cet engagement se traduit à tous les niveaux : local, régional, national, européen et mondial. L'enjeu est de définir de nouvelles priorités qui mettent un terme aux politiques et aux soutiens publics bénéficiant principalement à des systèmes prédateurs pour la souveraineté alimentaire. Ces modèles accaparent l'essentiel des budgets agricoles et bénéficient d'une législation très favorable.

→ **Documenter, appuyer et convaincre de la pertinence de l'approche soutenue par le CCFD-Terre Solidaire.**

L'objectif est de dénoncer les externalités négatives afin de résister à un système alimentaire et agricole industriel, mondialisé, à bout de souffle, mais soutenu par les États.

→ **Agir pour inverser la hiérarchie des normes.**

Donnons la priorité au respect de l'environnement et au respect des droits humains avant celui du marché. Il faut reconnaître que sortir l'alimentation et l'agriculture des logiques promues par les politiques libérales est indispensable à toute transformation profonde de nos systèmes agricoles et alimentaires.

→ **Considérer le rapport de domination de l'être humain sur la nature et lutter contre.**

Nous pouvons agir en faveur de changements majeurs, notamment en matière de gestion des « communs » (eau, foncier, forêts et semences notamment), de

partage des biens, de modes de production et de consommation. La sobriété est ainsi nécessaire pour dépasser la vision utilitariste de la nature. Dans cet esprit, être à l'écoute de traditions qui pensent différemment la relation entre l'être humain et la nature peut accompagner cette démarche.

2

Lutter contre les politiques et initiatives qui mettent en péril la souveraineté alimentaire

Les obstacles à la construction de la souveraineté alimentaire résultent non seulement de facteurs structurels, mais aussi d'investissements, de partenariats et de la promotion de concepts - voire de politiques - qui vont directement à l'encontre des intérêts des populations.

Le CCFD-Terre Solidaire agit à tous les niveaux, en coordination avec les acteurs de la société civile et de la recherche, pour y mettre fin. Il se trouve ainsi appelé à lutter contre les pratiques et politiques privées comme publiques allant à l'encontre de la souveraineté alimentaire des peuples.

Le CCFD-Terre Solidaire se mobilise pour :

→ Lutter contre la dérégulation des marchés.

L'association continue à questionner la nocivité des politiques tournées prioritairement vers l'exportation, des pratiques de dumping, de la constitution par les grands groupes de monopoles ou d'oligopoles, de la spéculation sur les marchés agricoles. Elle s'efforce de faire prévaloir la notion de solidarité dans les échanges mondiaux.

→ Documenter, dénoncer et mettre en lumière les effets dévastateurs des politiques et initiatives en faveur des modèles agro-exportateurs et extractivistes.

Ces modèles impliquent notamment des problèmes de privatisation et/ou d'accaparement systématique des biens communs - terres comme océans. Ici et là-bas, le CCFD-Terre Solidaire s'engage à combattre ce type

d'initiatives et de politiques, et à promouvoir et développer la gestion en coopération, la gouvernance collective des biens communs essentiels à la production alimentaire, et lutter contre leur privatisation.

→ Militer pour un meilleur encadrement des investissements agricoles et alimentaires privés et publics.

Tout investisseur ou financeur, doit être tenu redevable des impacts, positifs comme négatifs découlant de ses investissements.

→ Documenter, dénoncer et mettre en lumière l'ensemble des « fausses solutions » qui détournent nos sociétés de la transition vers une agroécologie paysanne et solidaire.

Toute innovation technologique agricole ou alimentaire doit être mise au service, à la disponibilité et à la cooptation des petit·e·s agriculteur·rice·s et doit s'inscrire dans le développement d'un système agricole et alimentaire agroécologique paysan et solidaire, respectueux des droits humains.

3

Promouvoir le développement de modèles alimentaires qui renforcent la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire suppose une bonne adéquation à l'échelle territoriale entre la production agricole et la consommation alimentaire. Cette dernière se voit gravement menacée par la propagation du système agro-industriel, caractérisé par la surconsommation de viande issue d'élevages industriels et par la consommation de produits alimentaires ultra-transformés et de contre-saison. Cela engendre de très fortes émissions de gaz à effet de serre.

La souveraineté alimentaire est impactée directement par le gaspillage planétaire de nutriments - céréales et légumineuses - et d'eau, généré par la production intensive de viande.

Ce phénomène est renforcé par l'accaparement de terres, plus particulièrement dans le Sud, et par le développement de l'agriculture d'exportation qui contrevient à l'agroécologie paysanne et solidaire dès lors qu'elle s'effectue au détriment de l'agriculture vivrière. Le CCFD-Terre Solidaire se mobilise pour :

→ **Informier/sensibiliser aux menaces que fait peser le modèle alimentaire industriel dominant sur la souveraineté alimentaire.**

L'enjeu est de dépasser les approches courantes sur l'alimentation qui se limitent trop souvent à la problématique de la santé, pour en montrer les enjeux sociaux, culturels et surtout en termes de solidarité internationale ainsi que de souveraineté alimentaire.

→ **Prendre part au mouvement de consommateur engagé dans la transformation en profondeur du modèle alimentaire dominant.**

Ce modèle est marqué notamment par la surconsommation de viande. L'enjeu est de poser cette problématique en ne la réduisant pas à la question des régimes alimentaires plus équilibrés, mais en promouvant des modèles alimentaires qui intègrent les dimensions de solidarité internationale et souveraineté alimentaire.

→ **Faire émerger des systèmes alimentaires et agricoles agroécologiques et territorialisés, gages de souveraineté et de résilience.**

Le but est d'encourager le développement des circuits courts à l'échelle des territoires, qui vont dans le sens d'une articulation optimale entre l'agroécologie paysanne et solidaire et la consommation alimentaire.

→ **Militer en faveur de politiques publiques, notamment alimentaires, qui protègent les marchés agricoles intérieurs et locaux.**

Les politiques d'exportation et d'importation massives et les pratiques de concurrence déloyale diminuent les garanties des paysan-ne-s en termes de revenus économiques et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'enjeu est de créer des dynamiques structurelles à même de contrer l'expansion du modèle alimentaire industriel.

4

Promouvoir et défendre une gouvernance citoyenne

La souveraineté alimentaire est une notion éminemment politique. Il s'agit donc de confier aux citoyen-ne-s les clés du changement, ainsi que des outils de pression efficaces sur les décideur-se-s politiques et économiques. Ils et elles doivent avoir un pouvoir d'initiative et de décision.

Le CCFD-Terre Solidaire vise, à cet égard, à développer une gouvernance participative et démocratisée des systèmes alimentaires et agricoles, qui puisse véritablement émaner des citoyen-ne-s.

Alors que la faim est en hausse pour la sixième année consécutive et que l'agenda international se construit peu en adéquation avec les solutions prônées par les premier-e-s concerné-e-s, le concept de souveraineté alimentaire se trouve détourné.

La lutte contre la faim exige de vulgariser la compréhension de la souveraineté alimentaire et de faire de son respect et de sa mise en œuvre une des pierres angulaires des systèmes alimentaires et agricoles de demain.

Le CCFD-Terre Solidaire se mobilise pour :

→ **Informier et sensibiliser les citoyen-ne-s aux enjeux de la souveraineté alimentaire et renforcer leur pouvoir d'agir.**

Suivant cette mission d'information et d'éducation, l'association consolide son expertise, fonde sa visibilité et la légitimité de ses messages sur l'implication des bénévoles qui contribuent à son travail. L'organisation veille et agit pour rendre les instances de gouvernance internationale traitant des problématiques alimentaires et agricoles (FAO, COPs...) plus démocratiques avec une prise en compte forte des intérêts des citoyen-ne-s et non des intérêts privés, en luttant contre l'emprise des firmes agro-alimentaires et des lobbys privés sur la prise de décisions publiques au sein de ces instances.

→ **Contribuer à l'organisation des paysan-ne-s, pêcheur-euse-s, communautés transhumantes ou (semi)-nomades et les autres personnes vivant de la terre, de la mer ou de la forêt.**





Sont impliqués les peuples autochtones, communautés locales, mais aussi les travailleur·se·s agricoles et alimentaires migrant·e·s, saisonnier·e·s ou salarié·e·s. Cela passe par le développement des réseaux d'organisations de la société civile et de mouvements sociaux sur les scènes locales, nationales, régionales et internationales, ainsi qu'au déploiement des mouvements sociaux existants.

Le CCFD Terre Solidaire continue d'accompagner les organisations paysannes et de la société civile pour permettre de structurer, de renforcer et d'avoir des succès dans la conquête et la défense des droits. L'objectif est aussi d'améliorer les conditions de participation des jeunes et des femmes à l'élaboration des politiques et à la gouvernance des territoires, ainsi que de garantir leur accès aux ressources et à leurs droits.

→ **Lutter contre la criminalisation des mouvements sociaux et la persécution de leurs leaders.**

Le CCFD-Terre Solidaire dénonce la gravité des violences, des menaces et des intimidations, physiques et légales, que subissent les défenseur·se·s des droits humains et de l'environnement et souligne le rôle que peuvent y jouer les États, les milices, les acteurs de l'agro-industrie.

5

Lutter contre le patriarcat

Le CCFD-Terre Solidaire a décidé d'engager une réflexion sur le patriarcat pour la période 2021-2027 et sur ses conséquences dans la lutte contre la faim et l'accès à la souveraineté alimentaire.

Lutte contre le patriarcat et souveraineté alimentaire sont intimement liés : promouvoir des modèles alimentaires alternatifs revient à questionner les sous-bassements d'un système de domination des hommes sur les femmes, et permet de renforcer la résilience et la durabilité des systèmes agro-alimentaires.

Pour combattre ces fortes inégalités dans l'accès et la production de biens alimentaires, le CCFD-Terre Solidaire engage une réflexion pour préciser son approche et son positionnement sur les liens entre patriarcat et souveraineté alimentaire pendant les six années à venir.

Sur la souveraineté alimentaire, l'association s'engage à :

- **Associer l'agroécologie paysanne et solidaire à la lutte contre le patriarcat de façon systémique ;**
- **Travailler avec l'ensemble des communautés, femmes et hommes ;**
- **Promouvoir une meilleure intégration des femmes dans la gouvernance des ressources et dans les choix de production agricole ;**
- **Soutenir particulièrement les associations et groupements de production portées par les femmes ;**
- **Rehausser la place et le rôle des femmes dans les sociétés agricoles par la valorisation de leur gestion des ressources naturelles ;**
- **Favoriser l'accès aux ressources financières aux femmes paysannes pour développer les productions locales ;**
- **Sensibiliser les communautés locales et autorités publiques sur les droits des femmes à la terre et l'appui à leurs revendications ;**
- **Lutter contre les stéréotypes de genre dans les communautés rurales et la répartition des rôles.**

SE MOBILISER EN TANT QUE BÉNÉVOLES

Portraits de bénévoles



Joël Descoings

Bénévole dans la Délégation Diocésaine des Hautes-Alpes (05).

“ En 2013, la chargée de mission pour le Cône Sud de l'Amérique Latine nous a présenté la philosophie des Regards Croisés.

Depuis, nous avons construit des liens privilégiés avec un sous-continent, nous tissons des liens humains.

Nos partenaires sont organisés dans le Programme Mercosur Social et Solidaire (PMSS). Ce projet m'a permis de partir rencontrer les partenaires au Paraguay et en Argentine en avril 2016. Par le biais du PMSS, nous avons accueilli plusieurs années de suite des partenaires liés à la souveraineté alimentaire. Par exemple en 2019, nous avons coconstruit une journée de formation régionale à Sainte-Tulle : « De l'assiette à la planète. Quelle agriculture, quelle alimentation pour une Terre Solidaire ? » avec la représentante d'Incupo (Argentine). La thématique proposée par le CCFD-Terre Solidaire pour Carême a souvent été liée ces dernières années à l'écologie et à la souveraineté alimentaire.

Avant le Carême, nous proposons une journée de formation commune aux délégations 04 et 05. Nous bénéficions de l'expérience acquise avec les Regards Croisés, le PMSS, le voyage immersif... Un diaporama vidéo, « Répondre pour le XXI^e siècle aux défis de la souveraineté et de la sécurité alimentaire avec l'agroécologie », a été réactualisé en 2021 pour cette formation que j'ai coanimé.

En 2020, pour Carême, nous avons organisé un événement en Aumônerie avec des jeunes de collège, avec pour thème : « Du jardin d'Eden à la maison commune ». Nous avons mis l'accent sur l'encyclique *Laudato Si*, nous avons utilisé des vidéos, des animations. Un jeu consistait à leur faire découvrir les « ingrédients » d'une ferme agroécologique en choisissant : arbres, points d'eaux, association de cultures...

Sur la souveraineté alimentaire, le travail du Festival Alimenterre est aussi très intéressant : c'est un moyen de pouvoir rassembler 40-50 personnes. Nous avons constitué un petit collectif d'associations pour faire des ciné-débats dans le cadre du festival.



Éliette Levannier

Bénévole dans la Délégation Diocésaine du Gers (32).

“ Le Tandem Solidaire est un partenariat organisé par la région Occitanie qui rapproche une association et un éta-

blissement scolaire. Cela permet de développer les thèmes du CCFD-Terre Solidaire par l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), des jeux, des expériences. Nous travaillons avec un lycée agricole privé pour une dizaine de rencontres dans l'année avec des élèves de Seconde. Je vais aussi dans un lycée public en BTS « développement et animation des territoires ruraux ». Quatre élèves ayant choisi le CCFD Terre Solidaire pour un stage court vont m'accompagner sur le « Parcours des 4 saisons ».

Le projet « Parcours des 4 saisons » est né en 2020, dans le cadre des 60 ans du CCFD-Terre Solidaire, pour se faire connaître et avoir des nouveaux-nouvelles bénévoles et donateur-rices dans le département. 4 journées dans les 4 coins du Gers, avec 4 thèmes différents, sur lesquels les partenaires ont aussi des difficultés. Tout en visitant des lieux naturels, des

initiatives agroécologiques, nous faisons le lien avec des actions du CCFD-Terre Solidaire sur la souveraineté alimentaire.

Pour la première journée, nous avons visité des élevages en agroforesterie, des semences paysannes en bio, et nous avons présenté la campagne de 2005 « Comment l'Europe plume l'Afrique » qui montre comment le commerce international fait s'écrouler le commerce local de volaille. Pour la deuxième journée, nous avons examiné la rivière de la Baïse, cela a soulevé des questions sur la gestion de l'eau et des rivières sur tout le département et nous avons fait le lien avec un projet de l'Observatoire tunisien de l'eau, lié à notre partenaire FTDES. Pour la troisième journée, avec une association locale d'agroécologie, nous avons présenté le CCFD-Terre Solidaire et nos actions, participé à des ateliers et à une visite de ferme en reconversion bio.

Des participant-e-s qui connaissaient à peine l'association vont maintenant prendre part aux temps de Carême et s'engager. En mai 2022, nous accueillerons un partenaire TAPSA d'Amérique du Sud. Nous souhaitons continuer à intéresser sur le vivant, l'eau et les alternatives agroécologiques, consolider une équipe locale.



Adeline Le Morzadec & Bénédicte Ariaux

Bénévoles dans les Délégations Diocésaines de l'Ille-et-Vilaine (35) et de la Sarthe (72).

À l'origine, le projet sur la mer est né à l'occasion du Vendée-globe. En 2015, le CCFD-Terre Solidaire a décidé de porter ce thème au régional, en Pays de la Loire et en Bretagne. Il y a d'abord eu une immersion locale, avec des rencontres avec des pêcheurs de la région. Des partenaires, ADEPA (Association Ouest Africaine pour le Développement de la Pêche) et Kiara (Coalition populaire pour la justice dans la pêche en Indonésie) sont venus échanger avec eux et intervenir dans des lycées professionnels. Il a été décidé de faire deux immersions chez ces partenaires. Chacun des

voyages impliquait une dizaine de bénévoles, durant deux semaines. Pour retranscrire cette immersion, nous avons ensuite organisé des conférences gesticulées. Elle se basent sur des expériences vécues avec les partenaires, et les impressions que nous avons eues. Nous avons témoigné ensemble en Normandie. Nous avons aussi des vidéos de ces immersions, avec lesquelles nous avons animé des ciné-débats, pour tous publics. Ces outils peuvent être réutilisés facilement pour d'autres animations : c'est du vécu, il y a quelque chose d'authentique.



Adeline

“ Je faisais partie d'un groupe d'immersion au Sénégal et en Mauritanie, avec ADEPA en novembre 2018. Cette organisation favorise la cogestion entre pêcheurs et États pour la prise de décision, les suivis et

évaluations, l'élaboration de conseils locaux, la création de zones de pêche protégées. C'était passionnant. J'ai fait des découvertes, notamment autour de la surpêche, ses problèmes économiques, environnementaux.

Au Sud de Dakar, l'association a permis l'installation d'une aire marine protégée avec une mangrove qui sert de nurserie pour poissons. Grâce à sa préservation, la biodiversité a beaucoup augmenté, la montée des eaux a été limitée. Respecter les conditions de vie et les temps de reproduction des animaux marins permet aussi d'augmenter les revenus. Les populations doivent être autonomes dans leur mode d'alimentation, ne pas subir d'ingérence. La question des ressources minières se pose aussi, avec l'exploitation de pétrole et gaz au large. Le changement climatique également, avec des tempêtes qui font reculer la côte et détruisent des quais de pêche. Ce sont des défis colossaux.

Cette immersion a donné corps à mon engagement. C'est une révélation d'être au cœur des partenaires : ce n'est pas un voyage touristique, c'est du partage, de belles rencontres. Quand on voit leurs réalités, nous ne réfléchissons plus pareil. Le saumon d'élevage, je n'en mange plus. Cela impacte notre consommation.



Bénédicte

“ Je suis partie en Indonésie auprès de Kiara en Avril 2019. Kiara regroupe des associations locales de pêcheurs dans toute l'Indonésie. Elle porte leur parole auprès du gouvernement et leur apporte un soutien. Le

problème principal concerne l'accaparement des terres, du littoral et de la mer. À cause de l'implantation de complexes touristiques et de l'exploitation minière proche du littoral, les populations sont délocalisées, privées de leurs moyens de subsistance et de leur accès direct à la mer, victimes de la pollution. La faune et la flore marine sont détruites, alors que les mangroves et les coraux protègent la biodiversité et contrent la montée du niveau de la mer. Cette montée est due à la fois au changement climatique et à l'extraction de sable pour les projets de construction. On propose aux pêcheur-se-s de venir travailler dans ces complexes, mais cela dévalorise leurs emplois, car leur statut de pêcheur-s-e est reconnu socialement. Il y a une vraie destruction des cultures locales, alors que la souveraineté alimentaire implique de les respecter.

Les problèmes de la terre et de la mer sont liés. La mer, au cœur de l'urgence climatique, a un rôle essentiel dans la régulation du climat et est aussi la première à en subir les modifications. Les populations locales témoignaient chaque jour des conséquences concrètes sur leur existence. J'ai constaté que, pour un certain nombre de problématiques, elles ne se posent pas tout à fait de la même manière en France et à l'étranger, mais ce sont les mêmes forces à l'œuvre.

Mélanie Hay

Bénévole pour l'évènement des 60 ans en Haute-Garonne (31).



« Dans le cadre de l'Engagement solidaire de Sciences Po Toulouse avec le CCFD-Terre Solidaire, j'ai participé à l'organisation de la « journée de la solidarité ». Cet évènement d'ECSI se déroule à l'occasion

des 60 ans de l'ONG en Midi-Pyrénées. Initialement prévue en 2021 à Toulouse, cette journée a été repoussée au 2 juillet 2022 en raison du contexte sanitaire.

Cet événement a pour but de faire connaître le CCFD-Terre Solidaire à un public large et varié, qui n'est pas forcément familier des actions de l'association. Il s'agit de présenter le fonctionnement de l'ONG, ses actions menées à l'échelle régionale et nationale, et ses partenariats internationaux, notamment sur les différentes thématiques retenues : agriculture et alimentation, migrations, et économie solidaire. On aborde aussi deux axes transversaux, que sont l'égalité femmes-hommes et la justice climatique.

J'ai choisi d'intégrer le pôle d'animation chargé de la thématique « agriculture et alimentation » avec deux autres bénévoles, car j'étais très intéressée par les enjeux de la souveraineté alimentaire. À travers un certain nombre d'animations, de conférences, d'ateliers, nous voulons représenter toutes les étapes « du champ à l'assiette ». Via un parcours allant des semences jusqu'à l'arrivée du produit dans l'assiette des consommateurs et consommatrices, nous présentons l'agroécologie, nous abordons les enjeux de l'agriculture paysanne, la diversité des semences, la gestion de l'eau, la consommation responsable...

Le but est de faire réfléchir les personnes qui vont visiter ce stand, engendrer des débats autour des enjeux portés par le CCFD-Terre Solidaire. Il faut leur permettre de s'appropriier les différentes notions, de questionner la façon dont nous consommons. L'intérêt est aussi de proposer une journée festive pour les bénévoles de la région : ils ont des rôles-clés dans l'animation, la logistique, la communication autour de cet événement. C'est aussi un moment de valorisation de toutes leurs actions depuis 60 ans au sein de l'association.

Jean-Marie Patoureaux

Bénévole dans la délégation des Alpes-de-Haute-Provence (04).



« J'ai un mandat au sein du CCFD-Terre Solidaire en tant que délégué diocésain du Mouvement Chrétien des Cadres (MCC), qui est membre de la collégialité³. Ce rôle pivot me permet de porter une voix dans

ces deux instances. Je partage régulièrement au MCC des informations sur le travail du CCFD-Terre Solidaire. Je rédige notamment des articles, je partage les communiqués de presse, les actions de plaidoyer... J'ai participé au groupe régional *Laudato Si* du MCC qui tourne autour de l'écologie intégrale. Je diffuse également la campagne de Carême du CCFD-Terre Solidaire, qui se

base depuis quelques années sur ce même thème.

Le MCC anime pendant deux ans un congrès, « Passeurs d'avenir », qui consiste à travailler sur les transitions, au sens large. J'ai proposé de parler de transition agroécologique. Depuis un peu plus d'un an, le MCC me sollicite pour la rédaction d'articles pour leur site internet. Je me nourris des travaux du CCFD-Terre Solidaire sur l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et le réchauffement climatique, mes thèmes de prédilection. J'envoie des études, des fiches de conférences, des propositions d'animation des vies d'équipe dans la newsletter. Un des articles les plus récents est sur la réduction de l'empreinte carbone dans l'alimentation.

³ Collégialité : 28 Mouvements et Services d'Église (MSE) membres de l'Assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire

J'ai également animé des visioconférences dans le cadre de ce congrès. De par ma carrière d'ingénieur agronome, mon engagement dans le CCFD-Terre Solidaire et l'intérêt pour les questions de souveraineté alimentaire et d'agroécologie dans notre région, je suis aussi amené à faire des interventions auprès de publics étudiants, dans des lycées agricoles, des paroisses.

Par exemple sur le thème « quelle agriculture et quelle alimentation pour préserver la planète ? », j'explique notamment la position du CCFD-Terre Solidaire sur le système agricole et alimentaire mondial, ses problèmes systémiques, les interpellations de nos partenaires des pays du Sud, le besoin de questionner notre rôle en tant que consommateurs.

Sylvie Rambour

Bénévole dans la Délégation Diocésaine des Alpes Maritimes (06).



« Je suis arrivée il y a une dizaine d'années au CCFD-Terre Solidaire. J'étais enseignante, j'ai toujours aimé créer des animations. Pour l'ECSI dans le diocèse, avec des établissements scolaires, nous utilisons, depuis

2014, des cahiers d'animation de Carême pour les 5-15 ans que nous avons créés.

Le thème de 2019 était « Vaincre la faim » : nous avons pu aborder l'accaparement des terres des paysan·ne·s dans le monde par les géants de l'agro-industrie, de la disparition de la biodiversité... En 2020, dans le cadre de « l'Écologie intégrale », nous avons proposé des défis, jeux, vidéos pour sensibiliser à l'agroécologie, l'eau pour tou·te·s, les solutions pour nourrir la planète, l'égalité femmes-hommes, le changement climatique. Ce kit d'animation a ensuite été mis en page et diffusé au national.

Localement, nous avons formé le collectif « Des Cinés pour Alimenter les Transitions dans les Alpes-Maritimes », composé d'associations de la société civile et du diocèse, qui coaniment le Festival Alimenterre sur Nice. Cela permet de travailler ensemble, créer des liens. Pour le festival en 2020, avec le confinement, nous avons organisé cinq visioconférences dont l'une a permis d'avoir deux partenaires africains du CCFD-Terre Solidaire, la réalisatrice du film, une centaine de personnes présentes. Depuis, nous avons organisé un certain nombre d'événements, en ligne et à travers le département. Nous avons pu faire connaître le fonctionnement du CCFD-Terre Solidaire auprès de toutes ces associations locales. J'accompagne aussi les nouveaux bénévoles de ma délégation.

L'équipe plaidoyer local « redémarre » ainsi grâce au recrutement de jeunes bénévoles, et s'oriente vers la justice climatique, la neutralité carbone. Dans le cadre de la venue d'une partenaire de Bosnie-Herzégovine, nous prévoyons des actions de rue, comme le safari greenwashing, pour lesquelles nous avons proposé aux associations de notre collectif local de se joindre à nous.

Portrait d'un bénévole engagé en sous-commission



Jacques Millot

Bénévole dans la Délégation Diocésaine de Haute-Garonne (31).

« Je suis bénévole au CCFD-Terre Solidaire depuis 1978, et membre de l'équipe d'animation diocésaine de la Haute-Garonne depuis plusieurs années. Par

ailleurs, j'ai toujours été intéressé par les problèmes d'agriculture et d'alimentation de par mon ancien métier d'enseignant en lycée agricole. Je me suis inscrit en 2017 en tant que membre du « Réseau Thématique Souveraineté Alimentaire » (RTSA) et j'ai ensuite intégré l'équipe d'animation. Une fois par an, un weekend de formation était organisé autour des sujets portés par le RTSA durant l'année. Nous échangeons des

outils, des supports d'animation. Nous avons eu des témoignages de partenaires TAPSA de passage à Paris.

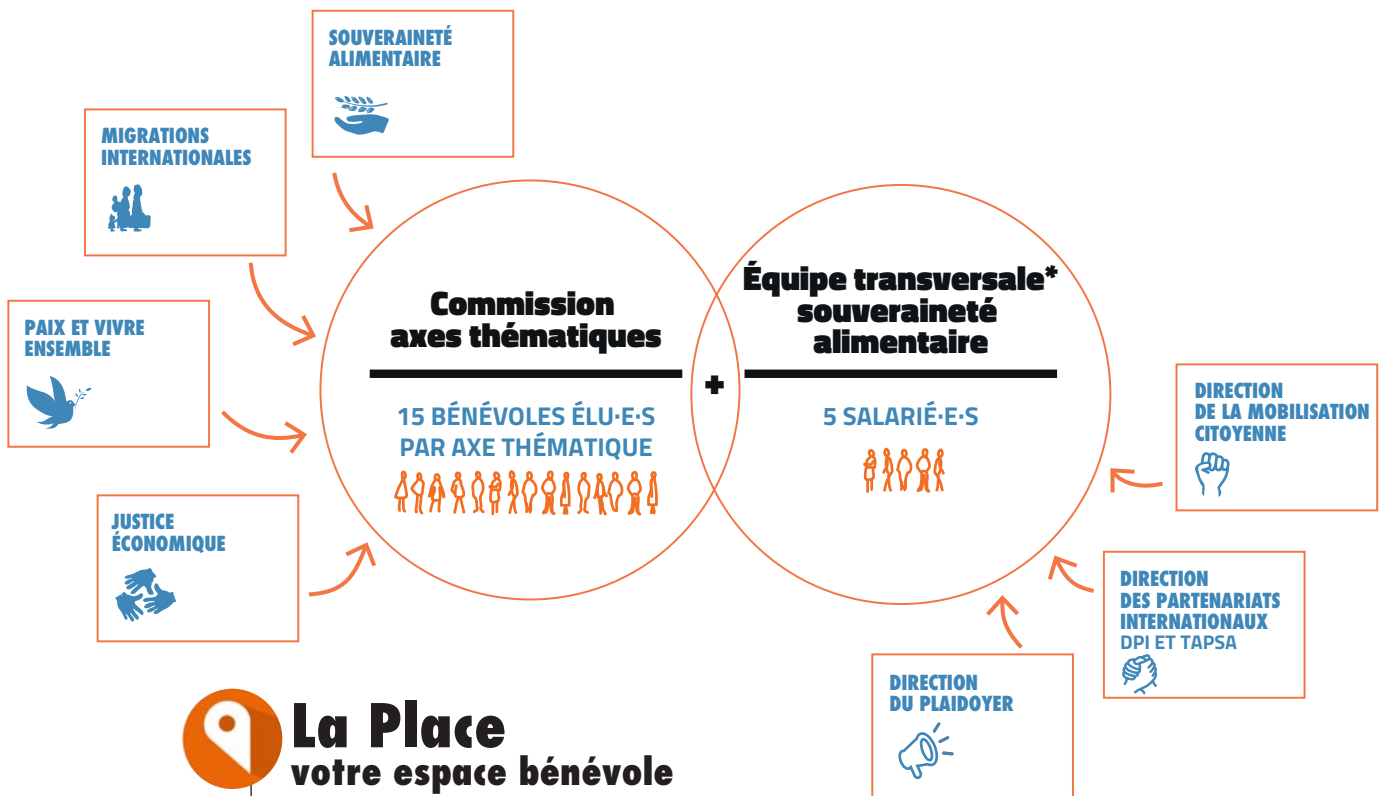
Des groupes de bénévoles et salariés ont travaillé, pendant deux ans, pour faire évoluer les structures internes de fonctionnement autour des thématiques. En parallèle, les rendez-vous ont été perturbés par le COVID. Cette transformation a abouti à la création de la « Commission Axes Thématiques », divisée en sous-commissions, dont celle sur la souveraineté alimentaire pour laquelle j'ai été élu comme représentant de Midi-Pyrénées. En tant qu'élus régionaux, nous sommes mandatés pour travailler autour du cadre d'action du CCFD-Terre Solidaire sur la souveraineté alimentaire, pour les trois prochaines années.

Un des projets que je porte est le festival Alimenterre, organisé par le Comité français pour la solidarité internationale, qui a lieu chaque année dans toute la France, en octobre-novembre. Il permet de diffuser des films documentaires sur les questions d'alimentation et

d'agriculture, aussi bien tournés en Europe que dans les pays du Sud. À Toulouse, je travaille sur ce festival avec le Collectif régional des organisations de solidarité internationale (CROSI). Je fais aussi partie du comité national de sélection des films, au nom du CCFD-Terre Solidaire régional.

Ce festival permet que les bénévoles intéressés par la souveraineté alimentaire puissent s'en saisir. Il arrive que des partenaires du CCFD-Terre Solidaire soient filmés dans les reportages. En présentant un film, il est ensuite facile d'animer un débat et présenter notre association. Les équipes locales peuvent intervenir dans des lycées agricoles et de l'éducation nationale, organiser des projections dans des salles de cinéma pour le grand public... C'est un moyen d'action et de sensibilisation extraordinaire pour faire prendre conscience de l'importance majeure des questions posées par l'accaparement des terres, la libéralisation du commerce mondial des denrées alimentaires, par rapport au changement climatique et à la santé.

Les lieux d'échanges, de partage

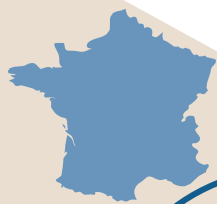


La Place votre espace bénévole

Vous êtes bénévole au CCFD-Terre Solidaire ? Accédez dès à présent à La Place, la plateforme collaborative et d'échanges dédiée aux bénévoles du CCFD-Terre Solidaire. <https://laplace.ccfid-terresolidaire.org>

*Une équipe transversale par thématique

Temps forts



**15 OCT.
> 30 NOV.**

FESTIVAL ALIMENTERRE

Organisé chaque année, le Festival ALIMENTERRE est un évènement incontournable sur l'alimentation durable et solidaire. Autour d'une sélection de films documentaires, il amène les citoyen-ne-s à s'informer et comprendre les enjeux agricoles et alimentaires en France et dans le monde, afin qu'ils et elles participent à la co-construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.



www.alimenterre.org

16 OCT.

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA FAIM

Les journées mondiales

Le CCFD-Terre Solidaire dénonce les fausses solutions proposées pour lutter contre la faim dans le monde. Accaparement de terres, monocultures d'exportation, recours aux pesticides, voire aux OGM... Ces pratiques mettent en danger les agricultures familiales et paysannes de ces pays. Avec des organisations de la société civile du Nord et du Sud, le CCFD-Terre Solidaire se mobilise pour des investissements responsables dans l'agriculture et dénonce les impacts négatifs des décisions gouvernementales et des organisations internationales.

15 JUIN

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

SEPT.

SALON DE L'AGRICULTURE

Une foire-exposition annuelle organisée à Paris dans la dernière semaine du mois de février ou dans la première semaine du mois de mars. L'occasion pour le CCFD-Terre Solidaire de mettre l'accent sur le modèle agroécologique et les solutions que nous portons, dénoncer l'agrobusiness et ses dérives, défendre l'agriculture familiale paysanne auprès des politiques...



LES ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX : COP, SOMMET DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DES NATIONS-UNIES



LES ACTIONS DE PLAIDOYER

Le plaidoyer, un éventail d'actions pour gagner en efficacité

Le plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire, c'est un ensemble d'actions différentes mais complémentaires, allant de la réflexion en amont à l'action en aval en passant par la sensibilisation et l'interpellation.





L'ANALYSE

de situations complexes pour construire une expertise et formuler des propositions.



LE LOBBYING

pour interpeller, convaincre et infléchir les positions des responsables politiques.



LA MÉDIATISATION

pour interpeller indirectement les responsables politiques et diffuser largement des messages dans l'opinion publique afin d'augmenter la pression sur les décideur-euse-s.



LES CAMPAGNES DE PLAIDOYER

pour frapper un grand coup en utilisant de manière coordonnée l'ensemble des leviers d'action au service de messages clés pendant un temps limité.



LA MOBILISATION CITOYENNE

pour obtenir un soutien du plus grand nombre sur les propositions de la société civile, leur donner plus d'écho et pousser les responsables politiques à agir.

Le plaidoyer local

Les enjeux de souveraineté alimentaire peuvent être défendus de multiples manières. S'il est nécessaire de sensibiliser le grand public, de soutenir les initiatives de nos partenaires, certaines choses ne changeront véritablement là-bas que si nous faisons pression sur les décideurs d'ici pour des changements structurels.

En effet, beaucoup de politiques et investissements décidés au Nord ont un impact sur la souveraineté alimentaire des pays du Sud : des aides publiques au développement mal calibrées viennent abreuver l'agro-industrie au détriment de l'agroécologie paysanne, des exports à prix cassés et des investissements publics peu scrupuleux viennent déstructurer les filières locales, des lacunes dans la réglementation du commerce ne permettent pas d'endiguer les phénomènes d'accaparement des terres, de hausses des prix alimentaires ou encore certaines causes de dérèglements climatiques, etc.

C'est la raison pour laquelle certain-e-s de nos bénévoles s'engagent sur des missions de « plaidoyer local ». Leur objectif : partager nos analyses et défendre nos propositions auprès des élu-e-s de leurs territoires (député-e-s, maires...). Concrètement, ils et elles travaillent en équipes réparties partout en France. Au siège, la chargée de plaidoyer local les accompagne : webinaires, formations, elle leur transmet surtout des informations afin qu'ils soient en mesure d'alerter leurs élu-e-s sur les textes et initiatives qui pourraient avoir un impact sur les pays du Sud. Un groupe La Place réunit l'ensemble de ces bénévoles afin qu'ils et elles puissent échanger sur leurs pratiques.

plaidoyerlocal@ccfd-terresolidaire.org

Activités du plaidoyer sur la souveraineté alimentaire

Les enjeux de souveraineté alimentaire en contexte de crise

L'insécurité alimentaire dans le monde était déjà en hausse pour la 6^e année consécutive : 2,4 milliards de personnes en souffraient en 2020. L'agression russe de l'Ukraine va avoir des conséquences massives sur la sécurité alimentaire mondiale, notamment via une flambée des prix alimentaires mondiaux, et le contexte préexistant va empirer les impacts de ce conflit. Cette guerre arrive alors que la pandémie de Covid-19 a par ailleurs plongé des milliards d'individus dans une grande précarité économique. Enfin, le monde faisait déjà face depuis deux ans à une crise des prix alimentaires qui a des conséquences concrètes dans de nombreux pays.

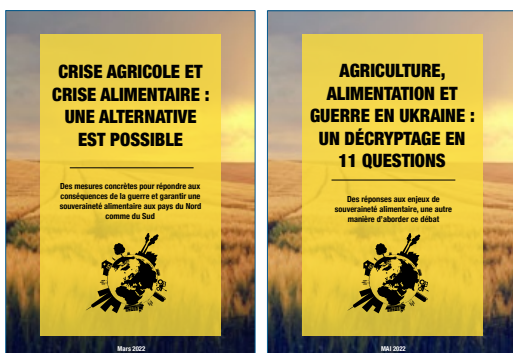
Retrouvez 44 propositions de court et moyen terme pour répondre aux conséquences agricoles de la crise en Ukraine tout en préservant la nécessaire transition agricole et alimentaire, et un décryptage en 11 questions sur les enjeux alimentaires et agricoles liés à l'agression russe de l'Ukraine.

→ Crise agricole et crise alimentaire : une alternative est possible

<https://ccfd-terresolidaire.org/wp-content/uploads/2022/03/Crises-agricole-et-alimentaire-une-alternative-est-possible.pdf>

→ Accéder au rapport : Le décryptage Agriculture, Alimentation et guerre en Ukraine

https://ccfd-terresolidaire.org/wp-content/uploads/2022/04/Decryptage_Ukraine_11_questions.pdf



Le plaidoyer à l'encontre du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires – UNFSS

Le CCFD-Terre Solidaire, ses alliés et partenaires se sont mobilisés à l'encontre du sommet international des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires en septembre 2021. Convoqué par le secrétaire général des Nations Unies sans consulter les États, ce sommet faisait la part belle aux multinationales en lieu et place des organisations de producteurs du Sud, et s'est concentré principalement sur un set de solutions qui ne prenaient pas en compte la réalité du terrain et les demandes de la société civile. L'agroécologie, le droit à l'alimentation et la recherche d'une souveraineté alimentaire y ont été marginalisées et les organisateurs ont refusé toutes négociations aux États quant aux solutions à mettre en œuvre.

Le plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire s'est investi pour délégitimer cette initiative et influencer la position française sur le sujet. Un contre-sommet a été organisé en juillet 2021. Webinaires, tribunes, lettres ouvertes, interventions médiatiques et échanges avec les parlementaires et les autorités ont eu lieu afin de limiter les impacts et les dégâts de ce sommet.

→ Accéder à la tribune en ligne

<https://www.lejdd.fr/Societe/tribune-il-faut-sauver-lagriculture-paysanne-4059271>

Le rapport « Une pincée d'agroécologie pour une louche d'agro-industrie »

Le CCFD-Terre Solidaire, Action contre la Faim et Oxfam ont publié en Février 2021 un rapport sur les soutiens financiers apportés par la France à l'agriculture des pays du Sud. Le rapport passe en revue une décennie de projets agricoles soutenus dans les pays éligibles à l'Aide publique au développement et montre le double langage de la France, bien souvent vue comme le porte-drapeau de l'agroécologie, mais dont les financements publics favorisent surtout le modèle agro-industriel, un système à forts dommages sociaux, économiques et environnementaux. Dans le cadre de cette publication, divers échanges ont été organisés avec les opérateurs français afin de renforcer leurs cadres et assurer un soutien effectif à des projets de transition agroécologique.

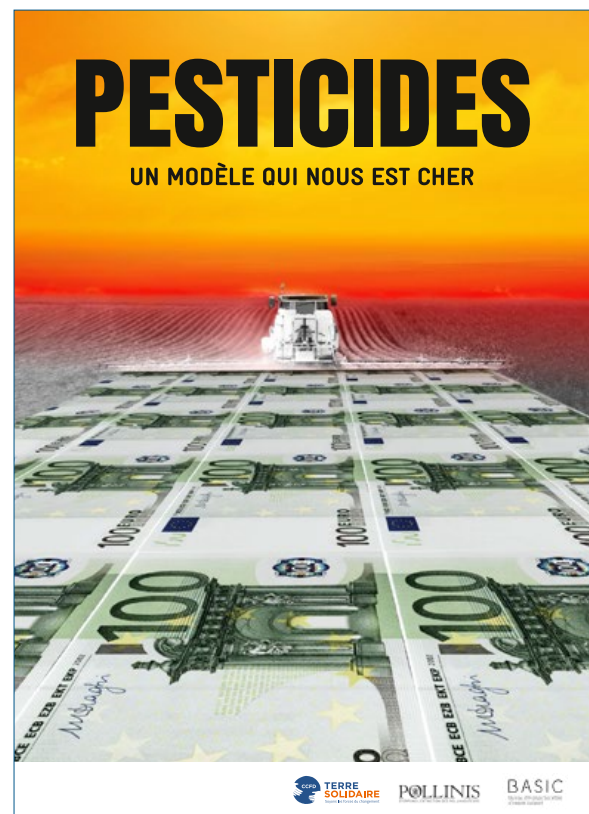


→ Accéder à ce rapport en ligne

https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2021/02/AGRO_Rapport_09022021.pdf

Le rapport « Pesticides : un modèle qui nous est cher »

Alors que l'usage des pesticides est à l'agenda politique français et européen, le CCFD-Terre Solidaire, le BASIC et POLLINIS ont publié en Novembre 2021 un rapport qui donne un aperçu chiffré du coût élevé généré par le secteur des pesticides. L'objectif principal de cette recherche consiste à objectiver autant que possible les différents arguments économiques du débat, tout en intégrant à cette analyse les enjeux socio-environnementaux liés à l'usage des pesticides. Ces données constituent aujourd'hui une base clé pour porter le plaidoyer au niveau européen afin d'assurer que des objectifs ambitieux de réduction d'usage soient fixés, et que l'Union Européenne cesse d'exporter dans les pays en développement des produits interdits d'usage ici. Rendez-vous, conférences et webinaires ont ainsi accompagné cette publication.



→ Accéder à ce rapport en ligne

<https://ccfd-terresolidaire.org/pesticides-cout-rapport-7204/>

→ Accéder à la vidéo de présentation

<https://vimeo.com/711983324>

LE PARTENARIAT INTERNATIONAL

LES PARTENAIRES
DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIREAMÉRIQUE LATINE
ET CARAIBES

→ 27 partenaires

Grands enjeux : soutenir les résistances paysannes et indigènes contre, l'extractivisme, l'accaparement des terres, le travail esclave et toute forme d'exploitation des ressources naturelles destructrice des équilibres socio-environnementaux ; Promouvoir un modèle de souveraineté alimentaire basé sur l'agroécologie paysanne et indigène ; Replacer la PACHAMAMA comme source de toute vie promouvoir le *buen vivir* ; Promouvoir l'autonomie des femmes, dépasser les injustices et violences à leur égard ; participer à la protection des défenseur-se-s des droits et militant-e-s des mouvements sociaux.

EUROPE DE L'EST,
MAGHREB, MACHREQ

→ 11 partenaires

Grands enjeux : promouvoir la transition vers l'agroécologie des petits paysans ; défendre, préserver et multiplier les semences paysannes ; assurer la subsistance de la petite agriculture paysanne face à une agriculture intensive, très mécanisée et destinée à l'exportation ; soutenir les initiatives locales qui permettent de lutter contre la très forte dépendance alimentaire des pays de la région ; soutenir les échanges entre paysans ; favoriser la participation des femmes paysannes ; défendre les droits des travailleur-euse-s agricoles et des paysan-ne-s.

AFRIQUE

→ 30 partenaires

Grands enjeux : favoriser des agricultures familiales économes et autonomes ; promouvoir l'agroécologie dans une dynamique de mobilisation et de renforcement des sociétés civiles ; soutien de partenariats panafricains (Appui à des réseaux et collectifs sous-régionaux en Afrique de l'Ouest) ; renforcement de la bonne gouvernance de la pêche ; gestion concertée des ressources naturelles, en particulier du foncier ; résistance et plaidoyer face à un modèle extractiviste ; justice environnementale ; prise en compte en compte des enjeux de genre.

ASIE

→ 15 partenaires

Grands enjeux : Lutter contre l'accaparement des terres et des ressources, promouvoir leur juste répartition et leur gouvernance durable et concertée ; soutenir les initiatives agroécologiques et la relocalisation de l'alimentation ; lutter contre l'accaparement des mers et des littoraux, promouvoir leur gestion durable et défendre les droits des pêcheurs-artisans et des populations côtières ; permettre l'émergence, la structuration et le renforcement des acteurs, organisations et mouvements des sociétés civiles, ainsi que leurs échanges et leur mise en réseau du niveau local à international.

AUTRES ZONES

→ 3 partenaires

LE PARTENARIAT INTERNATIONAL

Expériences partenariales

COPAGEN Afrique de l'Ouest



La Copagen est un réseau d'associations et de syndicats ouest-africains qui défend une utilisation durable des ressources biologiques africaines. Il s'oppose à l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) sur le territoire africain et lutte contre l'accaparement des terres. La généralisation des monocultures OGM entraîne une réduction de la biodiversité, et risque de causer la disparition des semences paysannes. Ces cultures comportent des risques sanitaires, financiers, environnementaux, menacent les droits des communautés et les écosystèmes.

Pour lutter contre les grandes entreprises qui propagent ces cultures et interpeller les gouvernements, la Copagen réalise ses propres études scientifiques, élabore chiffres et comparatifs, publie des rapports de recherche. La Copagen mène également des actions de

plaidoyers et des marches pour protester et sensibiliser les populations. Ces actions ont notamment permis d'entraver le déploiement du coton BT de Monsanto, un coton génétiquement modifié pour résister à un nuisible.



Jean-Paul Sikeli, secrétaire exécutif de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain, lutte pour un modèle agricole humain et durable, face à l'agrobusiness et aux monocultures OGM. Pour Jean-Paul, il faut se tourner vers l'agroécologie et soutenir les agricultures familiales : des modèles agricoles qui privilégient l'humain et non le capital.

KIARA Indonésie



Kiara est une coalition du peuple pour la justice dans le secteur de la pêche en Indonésie. Elle regroupe 9 organisations de pêche artisanale ou des métiers de la pêche : fumage de poissons, production de sel, aquaculture... Kiara défend les droits des ouvriers sur les bateaux de pêche industrielle et les ouvriers dans les usines de transformation. L'organisation appuie aussi la défense d'écosystèmes et notamment des mangroves, indispensables pour la reproduction de poissons. Son action vise à renforcer ses organisations membres afin qu'elles puissent faire entendre auprès du gouvernement Indonésien. Kiara a un volet spécifique pour l'appui aux groupements de femmes de pêcheurs et pour qu'elles accèdent aux mêmes aides gouvernementales que les hommes.

Dans le réseau Kiara, la fraternité des pêcheuses indonésiennes regroupe un millier de femmes. le réseau lutte aux côtés des femmes de l'île de Pari, qui a été achetée par des multinationales afin d'y construire des complexes de tourisme de luxe. Les conséquences pour les habitant-e-s sont désastreuses : maisons



détruites, certificats de titres de propriété « disparus », villageois-e-s chassé-e-s de leur logement depuis des générations et qui ont interdiction de vivre du tourisme et de pêcher dans les eaux insulaires... Le réseau Kiara poursuit la lutte contre les entreprises touristiques et défend d'arrache-pied les droits des ouvrier-e-s et les écosystèmes menacés.

BUZURUNA JUZURUNA Liban



Le CCFD-Terre Solidaire est partenaire de Buzuruna Juzuruna, une association qui travaille avec des Syrien-ne-s et des Libanais-e-s pour promouvoir l'agroécologie au Liban. Elle a mis en place des jardins potagers partagés dans certaines zones défavorisées.

La crise financière et monétaire au Liban impacte les capacités d'importation de denrées alimentaires, entraînant une augmentation générale des prix et un problème d'accès à l'alimentation de base pour plus de la moitié de la population du pays. L'agroécologie est une alternative existante permettant aux agriculteur-riche-s

de changer leur mode de fonctionnement et de trouver des solutions face à ces problèmes d'importations.

Walid est né dans la campagne d'Alep, en Syrie, dans un village d'agriculteurs et d'une famille de paysans maraîchers qui fait des semences depuis toujours.



Mais en Syrie, l'agriculture est conventionnelle depuis les années 1950. Les agriculteurs ne sont pas riches, et les semences sont imposées par l'État depuis les années 1970 entraînant la disparition de variétés locales, plus adaptées pourtant à la région.

En 2011, la guerre civile éclate dans son pays. Il quitte son village pour rejoindre le Liban. Il enchaîne tout d'abord les travaux manuels avant de trouver un emploi d'ouvrier agricole dans une ferme. Il y a rencontré deux français, Zoé et Ferdinand, qui est

ingénieur agronome. Leurs pratiques se complètent, ils échangent leurs savoirs, et en 2016, ils récupèrent un terrain et décident d'y implanter leur projet de ferme-école en agroécologie. Aujourd'hui Walid s'épanouit au sein de ce qu'il a contribué à créer. Il s'occupe du jardin, du compost, des bêtes. Il donne aussi des cours sur les semences lorsque l'association organise des sessions de formation. Il souhaite continuer de transmettre ce patrimoine agricole aux stagiaires comme à ses propres enfants.

INCUPO Argentine



L'Institut de Culture Populaire (INCUPO) soutient une trentaine d'organisations paysannes et indigènes regroupant plus de 3800 familles dans 5 provinces argentines.

L'institut est spécialisé dans la formation, l'agroécologie et la défense des droits humains. Il lutte pour la préservation de l'écosystème et contre la déforestation. L'INCUPO se mobilise pour donner le pouvoir d'agir aux communautés rurales qu'il accompagne et défendre une agriculture respectueuse des droits humains et de l'environnement : accès à la terre, à un habitat digne et à l'eau pour les communautés paysannes et autochtones ; promotion de l'agroécologie ; renforcement de la mobilisation pour se faire entendre au niveau politique.

Pour lutter contre la crise alimentaire qui frappe l'Argentine, L'INCUPO a renforcé ses actions de formation sur l'agroécologie et l'alimentation et a créé, en 2020, des classes sur les pratiques agroécologiques au sein des maisons familiales rurales. Il propose également des cours sur l'alimentation saine dans les universités argentines.

L'INCUPO s'engage aussi fortement dans des initiatives d'échanges des actrices et des acteurs de l'agriculture familiale et de l'agroécologie. La préservation de l'agriculture familiale est fondamentale, car elle joue un rôle social et économique majeur. L'INCUPO a ainsi organisé, en 2019 et 2021, le Congrès Argentin d'Agroécologie. Ces colloques ont réuni des membres des milieux universitaires et associatifs qui ont réfléchi ensemble aux problématiques liées la consommation et à l'alimentation.



SURPLUS PEOPLE PROJECT Afrique du Sud



« Surplus People Project » (SPP), ou projet des « laissés pour compte », est une association sud-africaine qui aide les populations noires déplacées dans les réserves rurales et expropriées à cause de la politique d'apartheid à retrouver leurs terres.

La réforme agraire, sujet brûlant dans le pays du fait de l'héritage de l'apartheid, est le thème fédérateur pour nouer des contacts avec les communautés. L'agroécologie aide les communautés locales à en prendre conscience. SPP apporte aussi son assistance juridique sur la restitution des terres, l'amélioration de l'habitat, ou encore le développement de petites activités économiques dans les zones rurales et périurbaines.

Jose Elaine Pick est responsable du programme femmes, ainsi que de l'accompagnement de la campagne pour la souveraineté alimentaire au sein de SPP. SPP fait le lien entre exploitation et violence contre les femmes et contre la nature qui résultent d'une même



logique. Si les femmes sont très actives dans la culture et le maraîchage, ce sont généralement les hommes qui ont accès aux titres de propriété. L'association encourage les femmes à se porter acquéreuses des terres qu'elles cultivent, elle soutient le modèle de l'agroécologie qui reconnaît leur rôle dans l'agriculture et favorise leur implication et émancipation.

PEOPLE'S RESSOURCE CENTRE Inde



« People's Ressource Centre » (PRC) en Inde questionne les politiques de développement des métropoles indiennes.

Il mène des activités de recherches et de formation, et soutient des mobilisations sociales. Le centre travaille sur la préservation de la nature en ville, la sécurité alimentaire ou l'aménagement des fleuves. Il appuie la lutte des populations locales contre les risques de dépossession, de déplacement et de problèmes écologiques engendrés par les projets d'infrastructures.



Grâce à ses travaux et au dynamisme de son équipe, le PRC possède une communauté active de 2000 militant·e·s suivi·e·s, sur les réseaux sociaux, par 10 000 personnes. Membre du réseau Confluence des Alternatives, le centre a publié une grande étude sur l'agriculture urbaine à Delhi déclinée en 7 livrets bilingues hindi et anglais.

En 2020, le PRC a organisé des séminaires virtuels sur l'agriculture, la construction et les mobilités douces. Sa première convention en ligne sur l'agriculture urbaine a été suivie par près de 500 personnes. Elle a permis la constitution de groupes de travail panindiens et l'ouverture de dialogues entre professionnelles et professionnels d'agroécologie urbaine internationaux.

ASOCIACIÓN CUBANA DE PRODUCCIÓN ANIMAL

Cuba



L'ACPA - Association Cubaine de Production Animale, est une association qui regroupe des producteurs, éleveur·se·s, chercheur·e·s, professeurs lié·e·s à l'élevage.

Elle est membre de 29 associations internationales et signataire des conventions des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse et sur les changements climatiques, avec le statut d'observateur. Elle compte plus de 35 000 membres, est structurée en filiales provinciales et coordinations municipales et emploie environ 200 personnes salariées dans l'ensemble du pays. Sa principale mission est de contribuer par ses actions, expériences et ressources au développement humain, technique, productif et durable des filières de production animale à Cuba.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient un projet d'ACPA grâce au financement de l'Agence Française de Développement, en consortium avec OXFAM et le



Secours Populaire Français. L'objectif est de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à l'introduction de pratiques de production basées sur une approche agroécologique et inclusive, dans un contexte de changement climatique.

Ce projet appuie plusieurs organisations et institutions agricoles : unités de production, coopératives, instituts de formation, services publics. Il répond aux enjeux de ce territoire en termes de sécurité et souveraineté alimentaire, d'adaptation au changement climatique, de relève générationnelle et d'une meilleure équité de genre dans le secteur agricole. Il vise à contribuer à la transition agroécologique du territoire et à la promotion d'un élevage durable et résilient. Le projet a notamment un focus sur la participation des femmes et les jeunes.

ASSOCIATION TUNISIENNE DE PERMACULTURE

Tunisie



L'ATP - Association tunisienne de permaculture agit pour valoriser la diversité des semences paysannes tunisiennes, aujourd'hui menacée. Elle soutient l'agriculture biologique et développe des projets éthiques économiquement viables.

La permaculture cherche à recréer des écosystèmes dont les composantes végétales, organiques et animales se complètent pour assurer l'autonomie. L'équilibre de ces systèmes permet d'éviter de recourir aux intrants

chimiques, tout comme la bio. Les semences conçues par l'agriculture industrielle pour s'utiliser un peu partout à grand renforts d'intrants chimiques, quel que soit le sol ou le climat, n'ont pas de sens en permaculture.

L'association coordonne un réseau d'agriculteur-riche-s semencier-e-s qui mène un travail de terrain précieux pour identifier et multiplier les semences paysannes en Tunisie. Elle aide également les jeunes ruraux à créer leurs micro-fermes en permaculture. Les projets se multiplient, souvent associés à des initiatives d'éco-tourisme avec des éco-constructions, des fermes pédagogiques...

Chaque année, l'ATP organise la Fête des semences paysannes. Des agriculteur-riche-s, des jardinier-e-s amateurs, et des consommateur-riche-s y échangent sur les enjeux de la préservation des semences. La célébration réunit des personnes de l'ensemble du pays pour participer à des ateliers, à des stands d'échanges de semences et à des conférences. Plusieurs médias locaux et nationaux couvrent l'événement. L'ATP veut montrer que la permaculture développe une agriculture viable, qui garantit le respect de l'environnement



et la souveraineté alimentaire des paysan-ne-s, dans un contexte où les politiques agricoles favorisent l'agro-business. La Fête annuelle des semences paysannes a été le point de départ d'une dynamique que les pouvoirs publics commencent à reconnaître.



Programme TAPSA : soutenir la transition vers l'agroécologie paysanne et solidaire

Le CCFD-Terre Solidaire déploie un ambitieux programme mondial de « Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire » : le TAPSA. D'une ampleur inédite, il a été déployé sur 4 ans, de 2018 à 2022 sur tous les continents et dans 16 pays. Il entre dans sa deuxième phase en 2023 et jusqu'en 2026. L'objectif général du TAPSA est de contribuer à la souveraineté alimentaire au sein des territoires, grâce à l'agroécologie. Une ambition conduite avec des organisations paysannes et d'acteurs et actrices de la société civile dans 15 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Plus de 29 organisations paysannes et structures locales soutenues

Ce programme soutient directement 29 partenaires locaux dans leurs initiatives :

- **11 organisations au Sahel**
Mali, Niger, Burkina, Sénégal, Mauritanie
- **5 en Afrique des Grands Lacs**
Burundi, Rwanda, République Démocratique du Congo
- **6 dans les Pays Andins**
Colombie, Pérou, Bolivie, Équateur
- **4 au Timor Leste et 2 en Afrique du Nord / Moyen Orient**
Égypte, Liban

Ce sont des organisations paysannes, des coopératives, des ONG d'appui au monde paysan, ainsi que des collectifs d'acteurs. Une quinzaine d'autres organisations participent aux actions de renforcement de capacités, de partage d'expérience et de mise en réseau pour renforcer et alimenter la dynamique collective du programme.

Le programme soutient des initiatives agroécologiques qui concernent

- La production, la transformation et la commercialisation des productions agricoles
- La gestion concertée des territoires et de leurs ressources
- La capacité pour les organisations paysannes de porter leurs revendications et d'influer sur politiques publiques
- L'évaluation des actions
- L'échange d'expériences

Ce programme est co-financé par :



À propos du TAPSA « Il faut remettre les petits producteurs au centre »

Explications de Coline Podlunsek,
coordinatrice du programme TAPSA :

En quoi consiste concrètement le programme TAPSA ?

Il s'agit d'aborder la question agricole non seulement sous l'angle d'un modèle de production tenant compte des écosystèmes mais de prendre aussi en compte la dimension sociale et politique. Parler l'agroécologie paysanne, c'est remettre les producteurs au centre du processus. Ce qui permet d'aborder la question de la gestion des ressources, de l'accès au foncier, de la valorisation des semences paysannes... C'est une approche systémique et transformatrice. Avec un objectif : assurer la souveraineté alimentaire.

Vous parlez de souveraineté alimentaire et non de sécurité alimentaire. En quoi est-ce différent ?

Le problème de la faim n'est pas dû globalement à un manque de nourriture mais à la difficulté d'y accéder. Le programme TAPSA vise à aider les petits producteurs à sécuriser leur accès aux ressources productives et à intensifier de manière durable la production pour répondre aux besoins au lieu de privilégier les importations. Promouvoir l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire, c'est défendre un modèle qui permet de mettre fin à cette dépendance.

Concrètement, comment se décline ce programme sur le terrain ?

Nous intervenons dans 15 pays en partenariat avec 29 organisations. Nous soutenons par exemple des fermes écoles pour former les paysans aux méthodes agroécologiques. Nous accompagnons des projets intégrant les productions végétales et l'élevage pour sensibiliser les petits agriculteurs à leur apport complémentaire dans une logique respectueuse de l'environnement, des sols, des ressources. Certains de nos partenaires travaillent aussi sur la production de compost, et plus globalement sur la production d'intrants biologiques, pour remplacer les intrants chimiques. C'est un enjeu central notamment pour les cultures maraîchères. Nous travaillons aussi pour renforcer les

capacités d'actions de nos partenaires. Nous avons, dans ce cadre, soutenu nos partenaires au Mali qui ont mené des actions auprès de leur gouvernement pour demander des subventions pour ces intrants bio.

Il y a-t-il aussi des échanges de «bonnes pratiques» entre toutes ces organisations qui sont engagées dans la même direction ?

C'est le second volet de ce programme. Nous avons par exemple travaillé sur la notion du genre avec nos partenaires car les femmes jouent un rôle majeur dans ces dynamiques. C'est aussi une façon au-delà de la prise de conscience de renforcer pour nos partenaires leur plaidoyer au niveau local et régional.

Avez-vous des données sur les retombées de ce programme ?

À ce jour, il a touché 30 000 exploitations, a permis le renforcement des capacités de 2 000 structures et sensibilisé 2 millions de personnes à l'agroécologie paysanne. La dynamique enclenchée a d'ores et déjà redonné espoir à nos partenaires en leur montrant qu'il y avait une alternative possible à l'agrobusiness. Pour le CCFD-Terre Solidaire, ce programme, co-financé par l'Agence Française de Développement, est aussi extrêmement positif car il a notamment permis de renforcer notre positionnement institutionnel sur des questions qui, comme le montrent les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale, sont vitales pour réduire les risques de crises alimentaires.

Portraits de projets TAPSA



PERMATIL Timor-Leste

Après 25 ans de lutte, le Timor-Leste est



devenu indépendant en 1999. Les zones rurales et les populations ont beaucoup souffert de la guerre. Investie dans la formation de la population paysanne, l'association Permatil se consacre à la reconquête de la souveraineté alimentaire par la population majoritairement rurale et très jeune.

L'association est chargée d'installer des jardins cultivés en permaculture dans toutes les écoles. Permatil a permis, en 2015, l'instauration d'une loi nationale rendant obligatoire l'implantation de potagers en permaculture dans les écoles primaires du pays.

Les enfants ne se contentent plus de s'asseoir sur les bancs des salles de classe. Ils et elles découvrent et pratiquent une vaste palette d'enseignements : nutrition, santé, environnement. La dynamique profite à l'ensemble de la communauté. De retour à la maison, les élèves transmettent au jardin familial les principes de la permaculture : l'attention à la nature, à la santé des personnes, aux générations futures, aux interdépendances entre l'air, l'eau, les sols, les semences. Permatil popularise à l'échelle des communautés rurales cette agriculture respectueuse de la nature.



ADIM Égypte

L'Association de Développement Intégré de Miniya (ADIM) met tout en œuvre pour que les petit·e·s paysan·ne·s défendent leurs droits et participent à la reconstruction de l'Égypte, marquée par de grands bouleversements et une société très instable.

Les dernières décennies ont été douloureuses pour de nombreux·es égyptien·ne·s : le passage d'une économie nationalisée à une économie privatisée a largement affecté le secteur agricole. L'accaparement des terres est devenu une réalité, et plusieurs crises engendrées par la sécheresse ont frappé au cours des dernières années. Les familles rurales ne sont pas à l'abri de la famine. L'association joue un rôle majeur pour fédérer une dynamique associative et syndicale et permettre aux petit·e·s paysan·ne·s de la région d'être davantage acteurs et actrices des



changements, plus impliqués dans la vie publique. La capacité de médiation que l'ADIM met en œuvre repose sur sa légitimité à travailler avec les populations rurales et sur une neutralité à l'égard du politique. Il s'agit de permettre à l'Égypte de pouvoir se reconstruire, se développer et assurer à sa population les moyens de sa subsistance en revalorisant le monde paysan.



Créé par les jésuites dans les années 1970, le « Centro de Investigación y Promoción del Campesinado » (CIPCA) est devenu un acteur de développement et un centre d'étude et de réflexion incontournable en Bolivie. CIPCA accompagne des initiatives locales qui représentent de véritables alternatives économiques

et sociales dans le secteur agricole, tout en respectant la richesse de l'environnement et la vie socioculturelle propres aux différentes régions du pays.

En Amazonie, déforestation, dérèglements climatiques et lutte pour la souveraineté alimentaire sont irrémédiablement liés. CIPCA soutient les familles agricultrices et les forme à l'agroforesterie. L'action de l'association représente un rempart contre la déforestation et permet aux populations locales d'accéder à un meilleur niveau de vie, par des pratiques respectueuses de l'environnement et l'accès à la souveraineté alimentaire.

Lors des incendies de 2019, le CCFD-Terre Solidaire a lancé un appel urgent à son réseau qui a permis de réunir plus de 85 000 € pour soutenir les efforts de CIPCA et de l'Autonomie indigène pour être présents auprès des populations sinistrées en leur donnant un appui de première urgence (vivres, eau, médicaments, réservoirs d'eau...).



L'Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD) est un réseau international d'organisations qui prône l'émergence d'une société responsable, équitable et participative. Au Rwanda, son antenne agit pour améliorer les revenus des populations rurales, défendre leurs droits et développer leurs devoirs.

ACORD Rwanda promeut l'agroécologie pour atteindre la souveraineté alimentaire des populations paysannes vulnérables et protéger l'environnement. Elle mène aussi des campagnes de plaidoyer et organise des formations dans tout le pays. L'association forme ainsi des milliers de paysan-ne-s aux techniques agroécologiques au sein d'un réseau mobilisé pour la transition écologique. Elle réalise aussi des études sur les enjeux importants du monde rural (accès à la terre, semences paysannes, systèmes alimentaires durables, fertilisation naturelle des sols, etc.).

Son expertise reconnue lui permet d'organiser d'importants débats publics, en réunissant des représentant-e-s des organisations agricoles, des autorités et du secteur privé. Ces débats ont permis d'engager une concertation nationale sur la construction d'un système semencier résilient, juste et durable.



LES PILIERS DE L'AGROÉCOLOGIE



POLITIQUE

- Vise à placer le contrôle des semences, des terres et des territoires entre les mains des populations et des communautés.
- Promeut de nouvelles formes de gouvernance participative, décentralisée et collective des systèmes alimentaires.
- Exige des politiques de soutien public et des investissements.
- Promeut une participation plus forte des femmes et des hommes producteurs/consommateurs à la prise de décisions
- Promeut de nouvelles formes de gouvernance participative, décentralisée et collective des systèmes alimentaires.



ÉCONOMIE

- Promeut les circuits de distribution courts et équitables et la collaboration entre producteurs et consommateurs.
- Augmente la résilience par la diversification des revenus agricoles et renforce l'autonomie de la communauté.
- Vise à accroître le pouvoir des marchés locaux et s'appuie sur la vision d'une économie sociale et solidaire.





ENVIRONNEMENT

- Soutient la résilience et l'adaptation au changement climatique.
- Nourrit la biodiversité et les sols.
- Supprime l'utilisation et la dépendance aux intrants chimiques.
- Promeut l'intégration de divers éléments des écosystèmes agricoles (plantes, animaux...).



SOCIO-CULTUREL

- Promeut les échanges entre paysans pour le partage des savoirs.
- Renforce les producteurs, les communautés locales, la culture, le savoir, la spiritualité.
- Promeut une alimentation et des moyens de subsistance sains.
- Promeut la diversité et la solidarité entre les personnes, promeut l'autonomisation des femmes et des jeunes.



LEXIQUE

Accaparements de terres

Appropriations ou concessions qui correspondent à des transactions qui donnent lieu à plusieurs situations : violations des droits humains ; non-respect du consentement libre, informé et préalable des usagers de terres concernés ; pas de prise en considération de leur impact social, économique et environnemental ; pas d'accords transparents qui spécifient des engagements clairs et contraignants concernant l'emploi et le partage des bénéfices ; pas de planification démocratique efficace, de contrôle indépendant et de participation significative de l'ensemble des acteurs concernés (définition de l'International Land Coalition).

Agriculture industrielle

Forme d'agriculture extrêmement mécanisée, gourmande en moyens de productions durables et en bien d'équipements, et – le plus souvent – en capital foncier, fortement consommatrice de semences, pesticides de synthèse, engrais minéraux, etc. Ce type d'agriculture est moins intensif en main d'œuvre, qui est bien souvent pauvre, ouvrière et sous-payée. Entretien par un nombre réduit de multinationales, elle tend vers une spécialisation des agricultures et des territoires et une promotion des exploitations à grande échelle. Son développement repose sur des filières et marchés internationaux fonctionnant à flux tendu.

Agroécologie Paysanne et Solidaire (AEPS)

Approche globale de l'agriculture – et plus largement des sociétés – qui entend favoriser l'émergence de systèmes alimentaires et agricoles permettant aux paysan.ne.s de vivre de leur métier et à l'ensemble de l'humanité d'avoir accès à des produits de qualité. Elle vise indissociablement à gérer de façon juste et responsable les biens communs que sont l'eau, la terre, l'air, la biodiversité et l'équilibre du climat.

Agroécosystème

Écosystème cultivé, co-produit par la nature et l'humain, qui correspond généralement à l'unité spatiale qu'est l'exploitation agricole et dont les fonctions sont valorisées par l'humain sous forme de biens agricoles et de services.

Agroforesterie

Ensemble des pratiques, nouvelles ou historiques, associant arbres, cultures et/ou animaux sur une même parcelle agricole, en bordure ou en plein champ. Ces pratiques et utilisations associent arbres et forêts aux cultures agricoles et aux pâturages.

Bien commun

Ressource en accès ouvert et partagé, très susceptible par conséquent de faire l'objet d'une appropriation privative et/ou d'un phénomène de surconsommation, en l'absence de régulation ou de système de sanction efficace.

Défenseur-e des droits humains

Toute personne ou groupe de personnes qui travaille(ent) à promouvoir et à protéger les droits humains de manière pacifique. Cette définition large englobe les travailleurs professionnels et non professionnels des droits humains, les bénévoles, les mouvements sociaux, les journalistes, les avocats et toute autre personne exerçant, même sur une base occasionnelle, une activité en faveur des droits humains. Dans le domaine des entreprises, les fonctionnaires et employés, y compris les syndicalistes et lanceurs d'alerte, sont également considérés comme des défenseur-e.s. En bref, ceux qui promeuvent et défendent les droits humains sont de fait des défenseur-e.s. (voir : Nations Unies, Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus).

Dumping

Concurrence déloyale, violation de contraintes légales en matière de fiscalité, de protection sociale ou de protection de l'environnement par une entreprise, dans le but de conquérir ou préserver des parts de marché. Minimisation des contraintes légales en matière de fiscalité, de protection sociale ou de protection de l'environnement par un État.

FAO

Food and Agriculture Organization of the United Nations – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Intrant

Élément entrant dans la production d'un bien. Intrants agricoles : semences, engrais, pesticides, matériel.

Malnutrition

État nutritionnel pathologique, éloigné de la norme médicale et conséquence d'un déséquilibre alimentaire. Cet état peut être causé par le défaut en un ou plusieurs nutriments, entraînant de faibles rapports poids/taille, taille/âge, poids/âge. Il peut, à l'inverse, être causé par l'excès en un ou plusieurs nutriments du fait d'une consommation en excès de graisses, sucres, sel, et peut s'avérer être un facteur de risques de maladies (diabète, obésité, problèmes cardiovasculaires...).

Modèle alimentaire

Dans toute société humaine prévaut un modèle alimentaire caractérisé par un

certain nombre de règles informelles. Celles-ci portent non seulement sur la nourriture consommée (plats et boissons) mais aussi sur la manière de la consommer : commensalité (le fait de manger ensemble) ou non, lieux, horaires, séquence des repas etc. Ainsi le modèle alimentaire fait partie intégrante d'une culture : il est ancré dans une histoire et dans un territoire au sens large du terme, du local au (désormais) mondial. Par conséquent, il peut se trouver en concurrence avec des modèles alimentaires extérieurs. Il est une composante essentielle d'un système alimentaire.

Organisation de la Société Civile (OSC)

Organisations d'acteurs (ONG, associations, mouvements, syndicats, communautés et groupes religieux, etc.) apolitiques à but non lucratif qui agissent en faveur de l'intérêt général. Les partis politiques et les entreprises ne sont pas inclus dans cette définition de la société civile.

Sécurité alimentaire

Situation dans laquelle tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

Sécurité nutritionnelle

Situation dans laquelle tous les êtres humains ont accès à l'ensemble des apports nutritionnels essentiels à la conduite d'une vie saine.

Sous-alimentation

Situation dans laquelle une personne ne consomme pas la quantité suffisante de kilocalories/jour et sur une base régulière pour mener une vie normale, active et saine.

Système alimentaire et agricole

« Un système alimentaire est la façon dont les hommes s'organisent, dans l'espace et dans le temps, pour produire et consommer leur nourriture ». (Malassis). Le système agricole en est une des composantes, la principale, mais il ne concourt pas seulement à la production de biens agricoles à destination de l'alimentation humaine (exemple les agrocarburants pour l'alimentation des moteurs et robots...).

« Un réseau interdépendant d'acteurs (entreprises, institutions financières, organismes publics et privés), localisé dans un espace géographique donné (région, État, espace plurinational), et participant directement ou indirectement à la création de flux de biens et services orientés vers la satisfaction des besoins alimentaires d'un ou plusieurs groupes de consommateurs localement ou à l'extérieur de la zone considérée. » (Rastoin).



OUTILS PRATIQUES ET DOCUMENTATION

DOCUMENTS FONDAMENTAUX

- > [Note de positionnement sur l'Agroécologie paysanne et solidaire.](#)
- > [Note de positionnement sur la Souveraineté Alimentaire.](#)
- > [Page « Souveraineté Alimentaire » du site internet.](#)
- > [Rapport d'orientation 2021-2027 – Appel pour une Terre solidaire.](#)
- > [Sur la faim et le patriarcat.](#)

À PROPOS DE LA CRISE DE COVID-19

- > [Coronavirus et luttes paysannes : « Les légumes pourrissent dans les champs alors qu'en ville, on souffre de la faim » VIA CAMPESINA.](#)
- > [COVID-19 en Afrique : entre crises alimentaire et politique, l'étau se resserre.](#)
- > [COVID-19 en Afrique du Sud : les femmes en première ligne.](#)
- > [COVID-19 en Indonésie : le secteur de la pêche durement touché en Indonésie.](#)
- > [COVID-19 en Liban/Syrie: survivre au Covid-19 dans les camps de réfugiés.](#)

À PROPOS DE LA GUERRE EN UKRAINE

- > [Lettre ouverte - Guerre en Ukraine et Agriculture.](#)
- > [Communiqué de presse – Agriculture : des choix décisifs s'imposent pour sortir de la dépendance.](#)
- > [Communiqué de presse – Lancement de l'initiative FARM \(Food and Agriculture Resilience Mission\).](#)
- > [Crise alimentaire – l'impact de la guerre en Ukraine.](#)
- > [Guerre en Ukraine – les bombes de la faim.](#)

ECSI, OUTILS DE SENSIBILISATION

- > [Bouge ta Planète - le parcours citoyen engagé.](#)
- > [Bouge Ta Planète - les défis solidaires.](#)
- > [Bouge Ta Planète Magazine - découvrir l'agroécologie.](#)
- > [Carême - Kit d'animation pour les 5-15 ans, créé par la Délégation Diocésaine des Alpes Maritimes \(06\).](#)
- > [Festival Alimenterre.](#)
- > [« Le plaidoyer, ça marche ! »](#)
- > [Quiz « Êtes-vous des agroécologues qui s'ignorent ? ».](#)
- > [Quiz « Journée des Océans ».](#)
- > [10 animations autour de la transition écologique et sociale.](#)

PLAIDOYER

- > [Une recette à la française : une pincée d'agroécologie pour une louche d'agro-industrie.](#)
- > [Pesticides : un modèle qui nous est cher.](#)
- > [Tribune Il faut sauver l'agriculture paysanne.](#)

SUR NOS PARTENAIRES

- > [Page « Nos Projets ».](#)
- > [Page « Programme TAPSA ».](#)
- > [COPAGEN.](#)
- > [Kiara.](#)
- > [Buzuruna Juzuruna.](#)
- > [Incupo.](#)
- > [Surplus People Project : En Afrique du Sud, l'agroécologie émancipe les femmes.](#)
- > [People's Resource Centre.](#)
- > [Association Tunisienne de Permaculture.](#)
- > [Permatil.](#)
- > [ADIM.](#)
- > [CIPCA.](#)
- > [ACORD Rwanda.](#)

POUR ALLER PLUS LOIN

- > [Agroécologie - CIDSE.](#)
- > [GIEC – 3^e volet du 6^e rapport, en date du 4 Avril 2022.](#)
- > [L'ONU appelle à l'action face à l'augmentation de la faim.](#)
- > [Rapport SOFI – L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde – 2021 - FAO.](#)

VIDÉOS

- > [ADEPA et KIARA Les combats communs de la pêche artisanale pour la souveraineté alimentaire.](#)
- > [Agroécologie en Guinée - diversification des cultures.](#)

- [ATP – Association Tunisienne de Permaculture.](#)
- [Carême 2020 – les héros de l'agroécologie.](#)
- [Cigale VS Fourmi – une fable agroécologique.](#)
- [CIPCA - Des alternatives aux dérèglements climatiques en Bolivie.](#)
- [L'accaparement de terres ruine les paysans.](#)
- [Liban – crise alimentaire, l'agroécologie comme alternative.](#)
- [Loup VS Agneau – une fable agroécologique.](#)
- [Permatil – programme éducatif d'agroécologie au Timor-Leste.](#)
- [RHK - Réseau d'horticulteurs de la région de Kayes.](#)

PODCASTS

- [Agroécologie ou agro-industrie, le double discours de la France.](#)
- [COP26 – porter la voix des pays du Sud.](#)
- [En Afrique du Sud, l'agroécologie émancipe les femmes.](#)
- [En Indonésie, l'agrobusiness n'est pas la solution.](#)
- [Journée mondiale de l'alimentation - En Haïti, la population a faim.](#)
- [La compensation carbone ne peut pas être la « norme » de l'action climatique.](#)
- [La COPAGEN, l'organisation qui a fait plier Monsanto.](#)
- [Les paysans argentins dénoncent \(aussi\) l'accord Mercosur.](#)
- [Le Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires déroule le tapis rouge aux lobbies de l'agro-industrie.](#)
- [Liban – et si on parlait d'agroécologie.](#)
- [Salon de l'agriculture - alerte sur les pesticides.](#)

L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION, L'EAU ET LA TERRE EN CHANSONS

- Heartland** - Bob Dylan
- L'agriculteur** - Ridan
- La fièvre** - Julien Doré
- Latinoamérica** - Calle 13
- L'hymne de nos campagnes** - Tryo
- L'homme nouveau** - Jérémy Frérot
- Mercy Mercy Me** - Marvin Gaye
- Pas de pays sans paysans** - Wazoo
- Them Belly Full but We Hungry** - Bob Marley
- Vendre les prés** - Jean-Louis Murat
- Y a plus de saisons** - Gauvain Sers

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation. »

Déclaration universelle des droits humains, article 25 (1948).

Conflits, phénomènes climatiques extrêmes, inégalités croissantes, déforestation, accaparement des terres, désinvestissement des États, dérégulation des marchés agricoles...

Les causes de la faim sont multiples et ne cessent de se renforcer. Pour répondre à la hausse de l'insécurité alimentaire, le CCFD-Terre Solidaire mène des actions pour promouvoir des systèmes agricoles et alimentaires sains, équitables, respectueux des droits humains et de notre environnement.

Le CCFD-Terre Solidaire agit depuis 60 ans aux côtés de celles et ceux qui luttent quotidiennement contre toutes les causes de la faim et qui font face aux injustices du modèle de développement actuel.



Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Agence Française de Développement. Son contenu n'engage que ses auteurs.

Directrice de la publication : Sylvie Bukhari-de Pontual. Coordination éditoriale : équipe Souveraineté Alimentaire. Crédits photographiques : Roberta Valerio/CCFD-Terre Solidaire (couverture, p. 5, 10, 12, 13, 25), Jean-Claude Gérez Nicolas Heeren/CCFD-Terre Solidaire (p. 33)/CCFD-Terre Solidaire (p. 2), William Dupuy/CCFD-Terre Solidaire (p. 17), Malick Konate/CCFD-Terre Solidaire (p. 32), Sidonie Hadoux/CCFD-Terre Solidaire (p. 33), Inculpa p. 34, Sacha Lenormand/CCFD-Terre Solidaire (p. 35), Jean-Michel Delage/CCFD-Terre Solidaire (p. 35), Walter Prysthon/CCFD-Terre Solidaire (p. 36), Thierry Brésillon/CCFD-Terre Solidaire (p. 37), Ana Caroline de Lima/CCFD-Terre Solidaire (p. 37, 41, 4 à de couverture), Permatil (p. 41), Pierre Morel/CCFD-Terre Solidaire (p. 48-49.). Création graphique : Isabelle Cadet. Impression : Wagram Editions . Référence : 511 09 22. Juin 2022.



**TERRE
SOLIDAIRE**

Comité Catholique contre la Faim
et pour le Développement -
Terre Solidaire
4, rue Jean Lantier 75001 Paris
Tél : 01 44 82 80 00

**Suivez notre
actualité**



ccfd-terresolidaire.org